



75, rue Dérobert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr



55 Route de la Lauzière
73 600 - Saint Rémy de Maurienne

AMENAGEMENT D'UN PUMPTRACK SUR LA BASE DE LOISIRS DU LAC BLEU

Commune : Saint Rémy de Maurienne

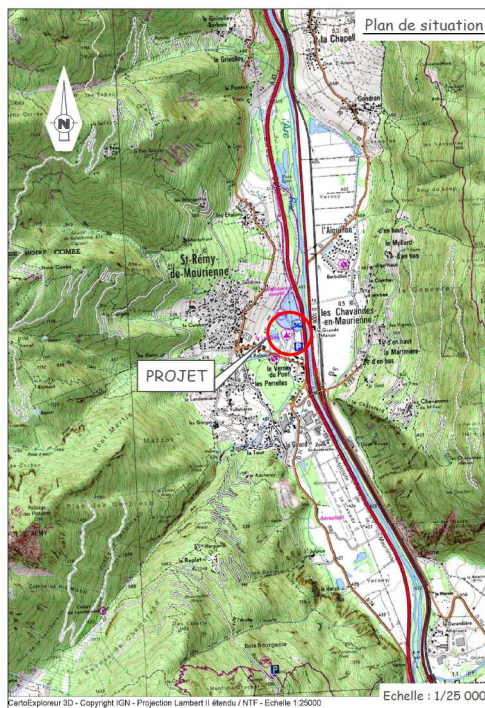
DOSSIER CAS PAR CAS

- ➡ 2 - PROJET
- 1- Plan de situation
 - 2- Plan des travaux
 - 3- Coupes
 - 4- Plan des abords

Réf fichier : P:\2021\21-004 St Rémy\09-ENV\Pumptrack- k par k.dwg

ECHELLE : 1 / 25 000

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
A	30-11-2021	PB	TB	PREMIERE DIFFUSION





AMENAGEMENT D'UN PUMPTRACK SUR LA BASE DE LOISIRS DU LAC BLEU

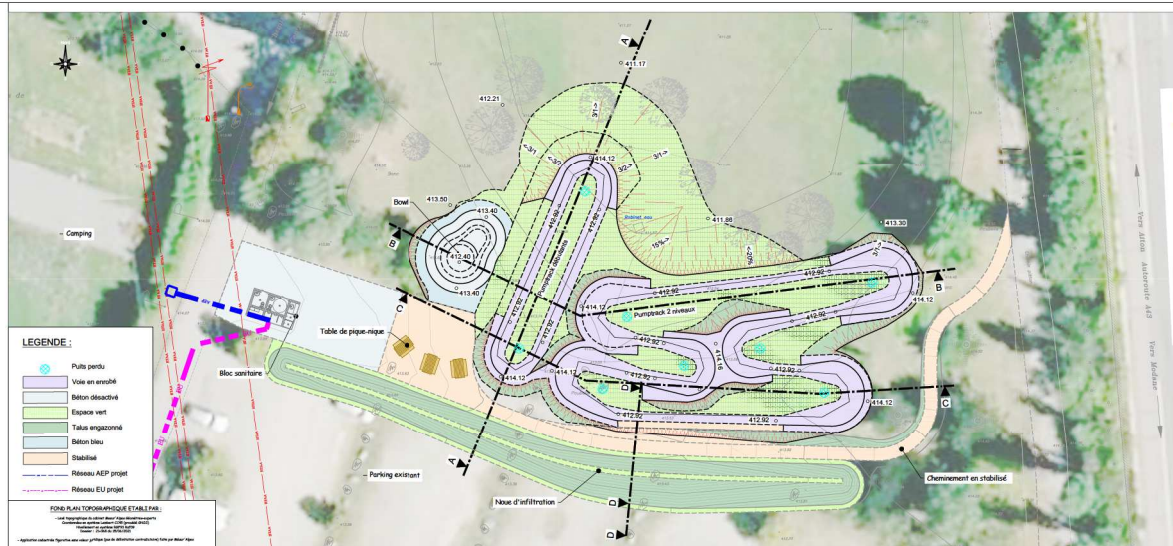
Commune : Saint Rémy de Maurienne

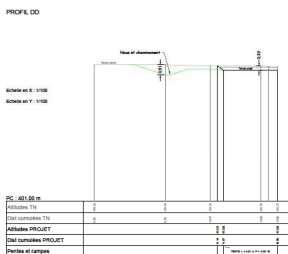
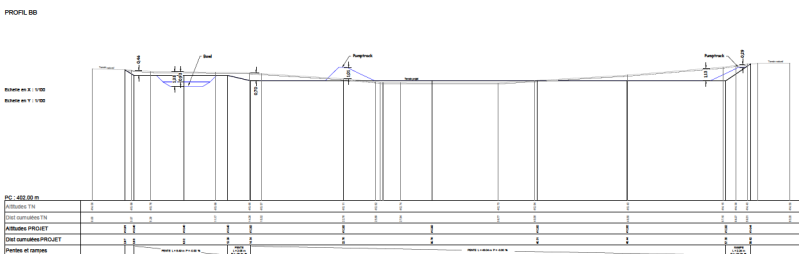
DOSSIER CAS PAR CAS

2 - PROJET

- 1- Plan de situation
- 2- Plan des travaux
- 3- Coupes
- 4- Plan des abords

Nettowork : P:\2021\21-004 St Remy\09-ENV\Pumptrack- k par k.dwg				ECHELLE : 1/200	
NOUVEAU	DATE	ETAT	VERIF	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS	
0	21-01-2022	PRIN	MY	PREMIERE DIFFUSION	





No. Name: P.1020/21-004 to Remo/20-004/Phumthad- 1 per 1.5kg					ECHELLE : 5/100	
INDEX	DATE	TYPE	SEMP	OBSERVATION-RECEPTIONS		
1.	21-04-2021	PE	MC	PREMIERE CAPTATION		



Commune : Saint Rémy de Maurienne

2 - PROJET

- 1- Plan de situation
- 2- Plan des travaux
- 3- Coupes
- 4- Plan des abords

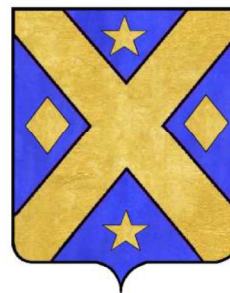
Référence : P:\2021\21-004 St Remy\09-ENV\Pumptrack- k par k.dwg
 ECHELLE : 1/1000

INCR	DATE	ETAB	VERF	OBSERVATIONS-MODIFICATIONS
A	31-01-2022	NB	MV	PREMIERE DIFFUSION





75, rue Dérobert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr



Commune de Saint Rémy de Maurienne
55 Route de la Lauzière
73 660 Saint Rémy de Maurienne
Tél. 04 79 83 13 70

AMENAGEMENT D'UN PUMPTRACK SUR LA BASE DE LOISIRS DU LAC BLEU

Commune : Saint Rémy de Maurienne

DOSSIER CAS PAR CAS

-
- 1- Formulaire
 - 2- Projet
 - 3- Photos environnement proche et lointain
 - 4- Note complémentaire

21-004/09-ENV/K par K/lnd 0/ 21-004 photos.doc

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	31-01-2022	MV	MG	Première diffusion

PHOTO AERIENNE DU SITE DE PROJET DE PUMTRACK- VUE DE LOIN (2019 – GEOPORTAIL)



PHOTO DE L'EMPLACEMENT DU PUMPTRACK - PHOTO 1 (© Google - 2019)

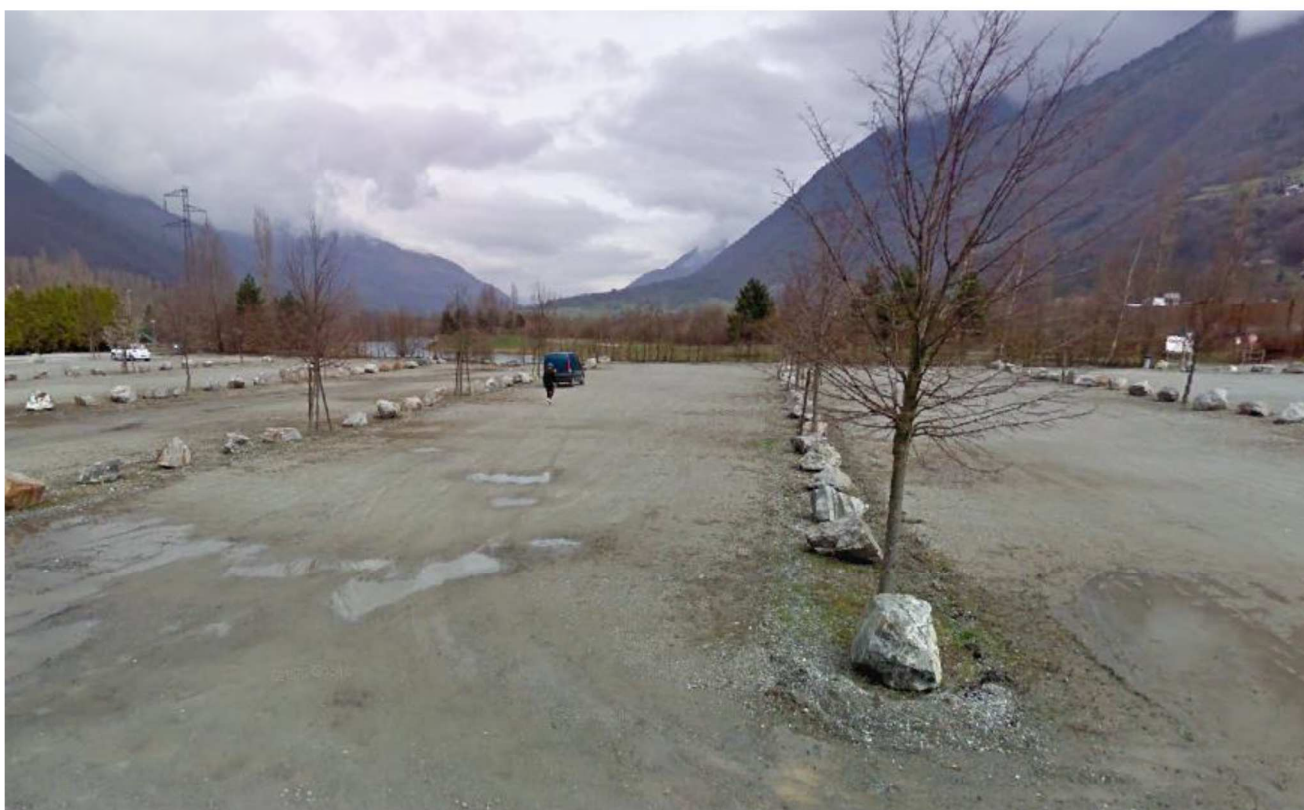




Aménagement d'un pumptrack sur la base de loisirs du Lac Bleu - Commune de Saint Rémy de Maurienne

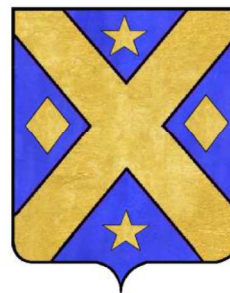


PHOTO DE L'EMPLACEMENT DU PUMPTRACK - PHOTO 3 (© Google - 2010)





75, rue Dérobert - 73400 UGINE
+33 (0)4 79 89 75 75 - ingenierie@abest.fr
www.abest.fr

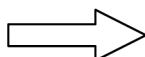


Commune de Saint Rémy de Maurienne
55 Route de la Lauzière
73 660 Saint Rémy de Maurienne
Tél. 04 79 83 13 70

AMENAGEMENT D'UN PUMPTRACK SUR LA BASE DE LOISIRS DU LAC BLEU

Commune : Saint Rémy de Maurienne

DOSSIER CAS PAR CAS

- 1- Formulaire
2- Projet
3- Photos environnement proche et lointain
4- Note complémentaire
- 

21-004/09-ENV/K par K/Ind 0/21-004 Note ind 0.doc

INDICE	DATE	ETAB.	VERIF.	OBSERVATIONS - MODIFICATIONS
0	30-01-2022	MV	MG	Première diffusion

NOTE COMPLEMENTAIRE

CAS PAR CAS

1	Contexte	3
2	Cadre géographique	3
3	Présentation du projet	5
4	Contexte réglementaire	6
5	Hydrologie - hydrogéologie	7
5-1)	Cours d'eau	7
5-2)	Captages d'eau potable	8
6	Zones humides	9
7	Risques naturels	10
8	Milieux naturels	12
9	Sylviculture	14
10	Agriculture	14
11	Localisation du projet vis-à-vis de Natura 2000	15
12	Paysage	16
13	Compatibilité avec les documents d'urbanisme	17
14	Impacts potentiels du projet	19
16-1)	Sur les cours d'eau	19
16-2)	Sur les captages d'eau potable	19
16-3)	Sur les zones humides	19
16-4)	Sur les risques naturels	19
16-5)	Sur les milieux naturels	19
16-6)	Sur la sylviculture	20
16-7)	Sur l'agriculture et le pastoralisme	20
16-8)	Impact sur le paysage	20
15	Mesures environnementales	22
14-1)	Mesures d'évitement	22

14-2)	Mesures de réduction.....	22
16	Annexes	24

1 Contexte

La commune de Saint Rémy de Maurienne dispose d'une base de loisirs aménagée au bord de plans d'eau, située entre le centre du village et l'Est de l'autoroute A43, en rive gauche de l'Arc.

La base de loisirs du Lac Bleu, formée de deux plans d'eau, est accessible toute l'année et propose diverses activités selon les saisons : baignade surveillée, pêche, activités nautiques, aires de pique nique, aire de jeux, parcours de santé, parking et toilettes. Le camping des lacs de Maurienne, situé juste à côté, propose également un service de restauration et un service bar, accessible à tous.

La fréquentation du site en période estivale est très importante, et son parking gratuit permet de stationner jusqu'à 300 (données camping) véhicules.

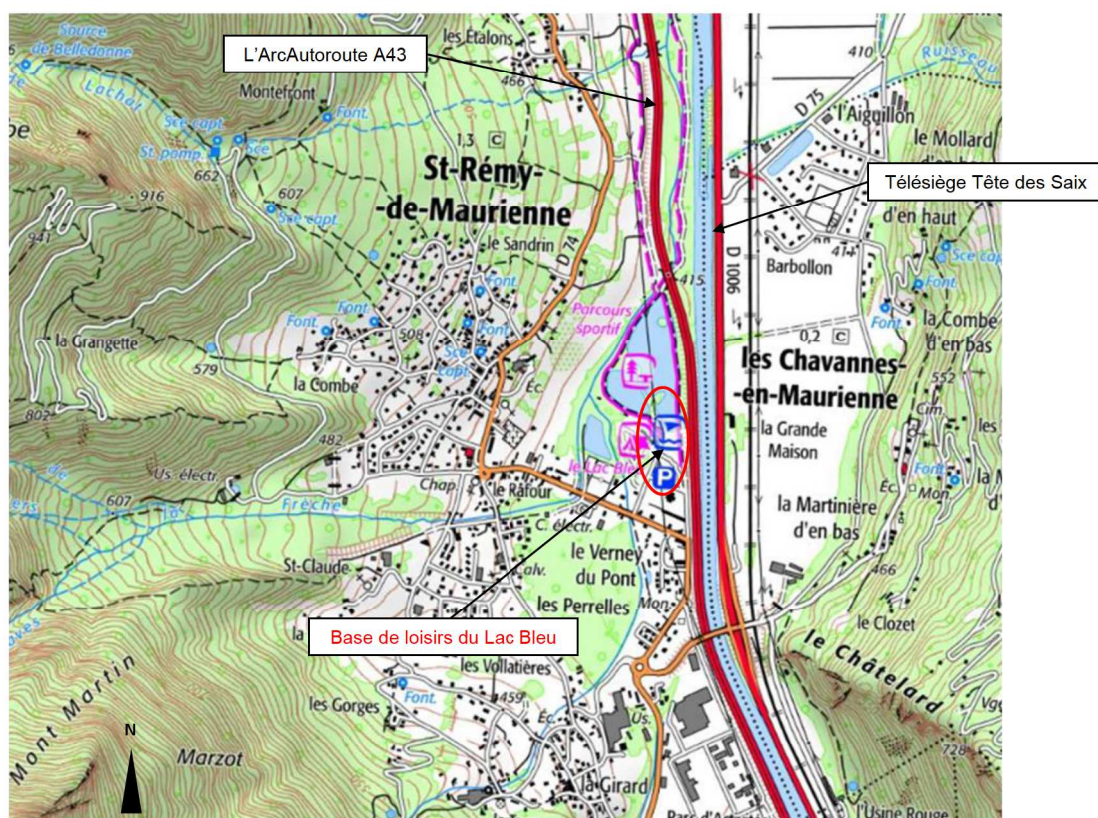
Dans le but de compléter son offre et répondre à une demande de la jeunesse, la commune de Saint Rémy souhaite y aménager un pumptrack et un petit bowl. Un pumptrack est un parcours en boucle formé de bosses et de virages relevés, tandis que le bowl est un module unique ayant la forme d'une sphère inversée et dont les parois sont donc arrondies. Ces aménagements s'adressent particulièrement aux férus de vélos (VTT, BMX principalement), de skateboards, de roller ou encore de trottinettes.

Le projet prévoit tout d'abord l'aménagement de deux circuits de pumptrack et d'un bowl. Dans un second temps, les abords directs seront également aménagés avec l'ajout d'un bloc sanitaire, d'une aire de pique-nique et d'un cheminement se raccordant à l'existant.

2 Cadre géographique

La base de loisirs du Lac Bleu est située sur la commune de Saint Rémy de Maurienne, elle-même localisée dans la vallée de la Maurienne, en Savoie. La commune s'étend en rive gauche de l'Arc, dont le lit distingue les deux versants de cette vallée. Ce cours d'eau marque aussi la frontière avec la commune voisine des Chavannes-en-Maurienne. La base de loisirs est très bien desservie par l'autoroute A43, en provenance de Chambéry ou Modane.

Le projet d'aménagement de pumptracks et de ses abords directs s'inscrit au sein de la base de loisirs à la limite entre le parking existant et la rive sud du plan d'eau. S'agissant d'une activité multi-saisons, le pumptrack sera accessible toute l'année.



Localisation du projet de stade sur la carte IGN (©Géoportail)

3 Présentation du projet

Le projet d'aménagement de pumptracks et ses abords prévoit :

- L'aménagement d'un bowl en béton de 55 m² et de deux pumptracks en enrobé. Les pumptracks combinent un total de 3 niveaux de difficulté. En effet, ils sont constitués :
 - o une piste débutante d'une longueur de 50 m pour découvrir l'activité ;
 - o une seconde piste plus difficile de 150m de long comprenant deux niveaux différents de difficulté, en parallèle. Ces deux niveaux suivent le même linéaire mais sont séparés par un marquage au sol et incluent des obstacles de difficulté différente.

Des puits perdus seront créés à l'intérieur des deux circuits pour drainer les eaux piégées par la nouvelle topographie locale liée à ces aménagements.

- L'installation d'un bloc sanitaire préfabriqué d'une surface de 16 m² comprenant trois urinoirs, deux douches, une toilette classique et une toilette accessible aux PMR. Atour du bloc sanitaire, une dalle en béton désactivé sera réalisée, sur une surface de 140 m², incluant le bloc sanitaire. Un raccord de ce dernier aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées sera également réalisé.
- L'installation de mobilier urbain pour créer une aire de pique nique à proximité du bowl et des pumptracks.
- Création d'un cheminement de raccord aux chemins existants en bordure du pumptrack.
- L'aménagement d'une fossé/noue d'infiltration d'une profondeur jusqu'à 1,0 m, entre le parking et les pumptracks.

Les travaux consistent à :

- Abattre la haie séparant le parking existant de l'espace vert situé en rive sud du plan d'eau ainsi que quelques arbres ;
- Décaper et stocker la terre végétale de la zone à terrasser pour créer la topographie locale nécessaire aux tracés des pumptracks et bowl
- Réaliser des terrassements, puis construire les bowl et pumptracks avec des finitions en béton et enrobé;
- Remettre en place la terre végétale et revégétaliser les surfaces impactées temporairement et les talus créés. La plantation de quelques sujets arborés sur les talus du projet est également prévue.

Les travaux liés au pumptracks et au bowl s'étendent sur une surface de 1300 m², comprenant des affouillements de maximum 1,24 m et des exhaussements de maximum 1,97 m.

Les travaux de réalisation des pumptracks et du bowl dureront environ 6 semaines durant les mois de mai et juin 2022, à l'exception de l'abattage de la haie et de quelques sujets arborés qui aura lieu à la mi-mars, Cela permettra d'éviter un abattage durant la période sensible de l'avifaune s'étalant d'avril à juillet.

Dans un second temps, à l'automne 2022, le bloc sanitaire et la dalle en béton balayé seront réalisés. Dans ce même temps, l'aire de pique-nique, le cheminement et la noue d'infiltration seront également réalisés.

L'aménagement des pumptracks constitue avant tout une diversification des activités proposées par la base de loisirs. Aucune augmentation significative de fréquentation du site n'est attendue lors des périodes de fortes influences suite à ces nouveaux aménagements.

Le débordement du projet sur l'aire de stationnement existante n'est pas de nature à impacter significativement la capacité d'accueil de véhicules sur le site.

4 Contexte réglementaire

Au regard du Code de l'environnement, le projet est soumis, en tant qu'équipement de loisirs, à une demande d'examen au cas par cas au titre de la catégorie 44 d) et de l'annexe à l'article R122-2.

Au regard du Code de l'urbanisme, la pose du bloc sanitaire est soumise à déclaration préalable pour la création d'une emprise au sol supérieure à 5 m², sans dépasser 20 m², et d'une hauteur inférieure ou égale à 12 mètres.

Les affouillements ou exhaussements prévus par le projet étant inférieures à 2,0 mètres, ils ne sont pas soumis à déclaration préalable ou à permis d'aménager.

L'article L122-12 du code de l'urbanisme définit que les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels dans la bande des 300 m autour des rives des lacs de moins de 1 000 ha sont protégées. Toutefois, les rive Sud et Est du plan d'eau de Saint Rémy de Maurienne ne sont pas considérés comme naturelles de par les aménagements artificiels situés en limite directe (parking et autoroute). Cette distinction entre rive naturelle et artificielle sur le plan d'eau a été préalablement validée avec la DDT. L'aménagement du pumptrack et ses abords est donc conforme avec l'article L122-12.

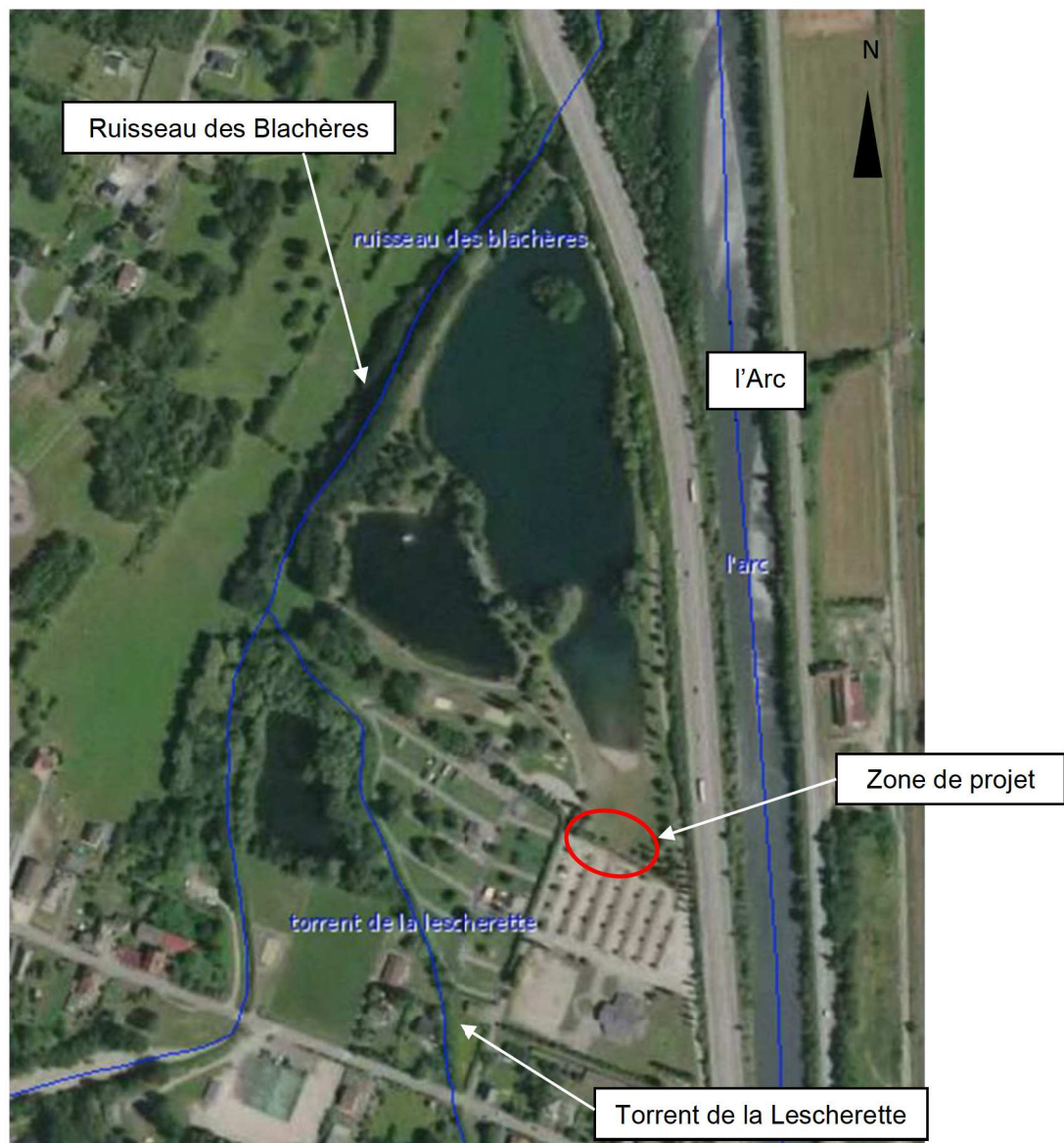
5 Hydrologie - hydrogéologie

5-1) Cours d'eau

La commune de Saint Rémy de Maurienne se situe en partie aval du bassin versant de l'Arc, cours d'eau qui se jette dans l'Isère environ 30 km plus en aval.

La zone de projet est située à 140 m à l'Est du torrent de la Lescherette et à 100 m à l'Ouest de l'Arc. Plus au nord, le torrent de la Lescherette conflue avec le ruisseau des Blachères, qui est lui-même affluent de l'Arc.

Les plans d'eau situés en rive droite du ruisseau des Blachères ne sont pas traversés par ce dernier. Ils sont donc indépendants du réseau hydrographique local.

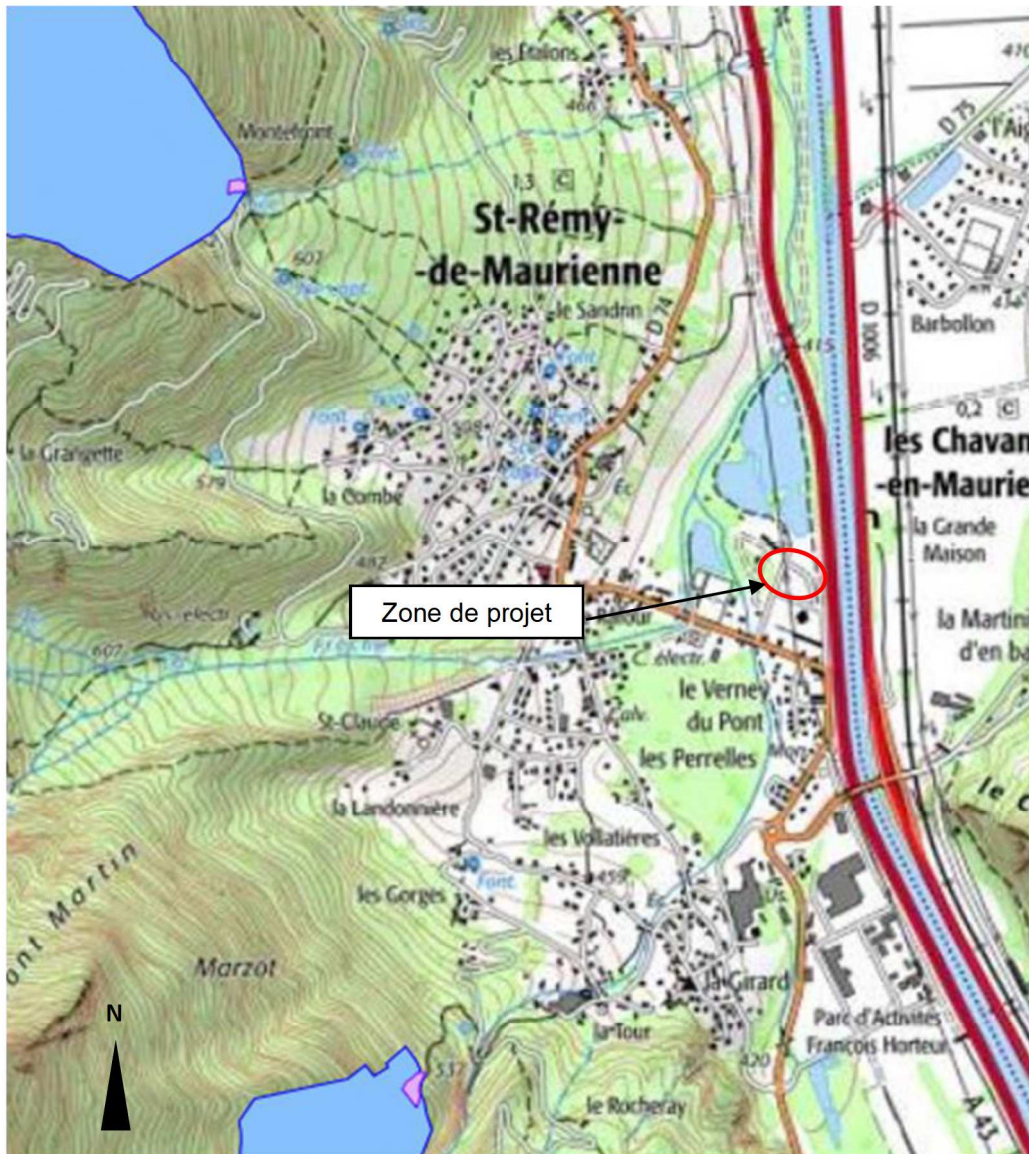


Extrait de la cartographie des cours d'eau de Savoie (©DDT 73)

5-2) Captages d'eau potable

Le projet de pumptrack et ses abords directs sont situés à l'écart et à l'aval de tout point de captage et périmètre de protection associé.

Les deux captages les plus proches sont situés à 1,5 km au Sud Ouest et à 1,7 km au Nord-Ouest de la zone de projet.



Captages d'eau potable et périmètres de protection (ARS Auvergne Rhône-Alpes)

6 Zones humides

Aucune zone humide de l'inventaire départemental n'est située dans l'emprise ou à proximité de la zone du projet de pumptracks.

Les zones humides les plus proches sont situées à 280 m au Sud et à 650 m au nord de la zone de projet.



Localisation des zones humides autour du projet (©CEN Savoie- sans échelle)

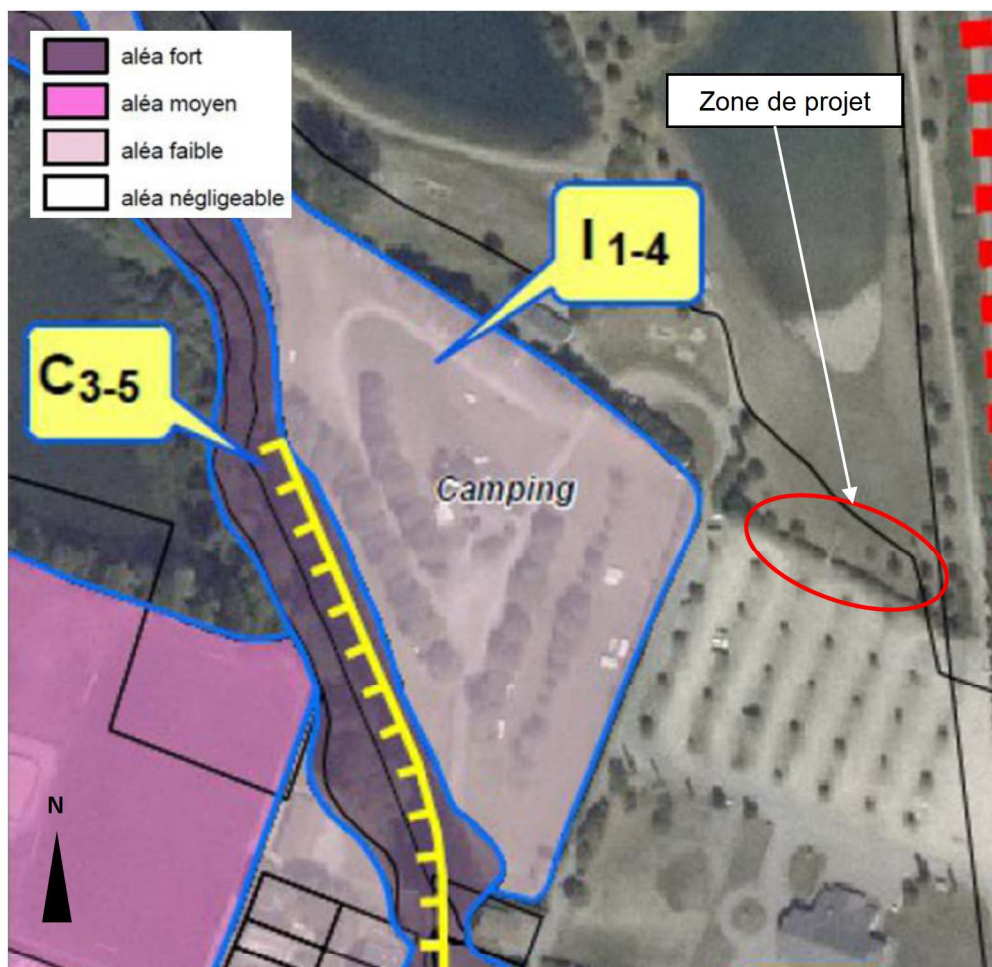
7 Risques naturels

Le projet n'est pas concerné par un risque avalancheux. En effet, si on se réfère à la Carte de Localisation des Phénomènes d'Avalanches (CLPA), le projet est situé à l'écart de zones avalanches. De même, aucun risque de glissement de terrain ou chute de blocs n'est référencé sur le site ou à proximité.

La zone de projet est reprise dans un secteur présentant un aléa faible de retrait-gonflement des argiles, et dans une zone de sismicité moyenne (Niveau 4).

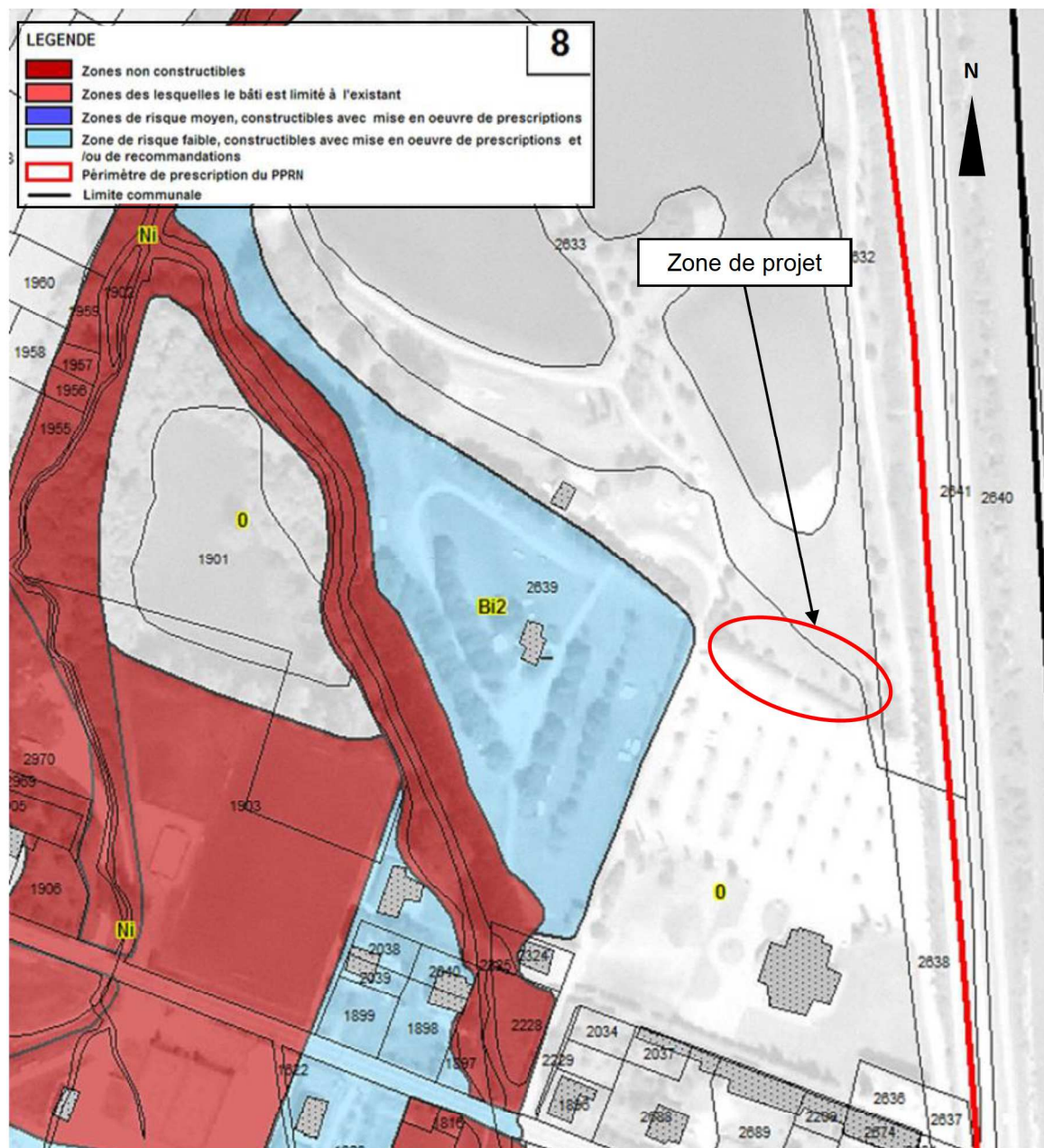
La commune de Saint Remy de Maurienne dispose d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), qui a été approuvé le 26 janvier 2015.

Selon la cartographie des phénomènes d'inondation et de crue torrentielle du PPRN, la zone de projet est située en zone d'aléa négligeable d'inondation, lors de phénomènes de crue torrentielle du torrent de la Lescherette, qui s'écoule 140 m à l'Ouest de l'emplacement du projet. Le camping situé en bordure du projet, est lui situé en zone d'aléa faible d'inondation.



Extrait de la cartographie des phénomènes d'inondation et de crue torrentielle du PPRN

Selon la carte réglementaire du PPRN, l'emplacement du projet est localisé sur en zone « 0 » du périmètre de prescription du PPRN. Le règlement de la zone 0 indique que la zone est constructible et que tout projet y est autorisé, car aucun phénomène naturel générant un risque n'est retenu au sein de cette zone.



8 *Milieux naturels*

Source : Dossier CDNPS du projet d'aménagement du des lacs de Maurienne, repris dans le PLU communal approuvé le 30/09/2019

Le site de la base de loisirs du Lac bleu est déjà aménagé et artificialisée par la présence de divers aménagements de loisirs, des accès, un parking, des cheminements. Il est également très fréquenté en milieu estival, et régulièrement entretenu, et ne présente de ce fait qu'une faible variété d'espèces floristiques et relativement communes.

Le milieu naturel sur lequel sont projetés les pumptrack et les aménagements associés sont donc constitués d'habitats naturels anthropisés formés d'une aire de stationnement (zone rudérale) et de pelouses de parc tondu et plantée de quelques arbres. Une haie de jeunes sujets et de faible densité sépare l'aire de stationnement des pelouses de parc.

D'après le dossier CDNPS du projet d'aménagement du camping des lacs de Maurienne, pour lequel une prospection de terrain a été effectuée en 2017 dans une zone d'étude élargie, autour du camping, le site est formé de plans d'eau, et d'espaces verts où l'on distingue des sujets arborés plantés et taillés qui agrémentent le site. La faune potentiellement présente est une avifaune commune des parcs et jardins, habitués à la présence de l'homme : merle, rouge-gorge, mésanges, pinson des arbres,... Les plans d'eau situés au nord de la zone de projet permettent l'accueil d'une faune aquatique spécifique non farouche : héron cendré, foulque macroule, canard colvert, grenouille verte...

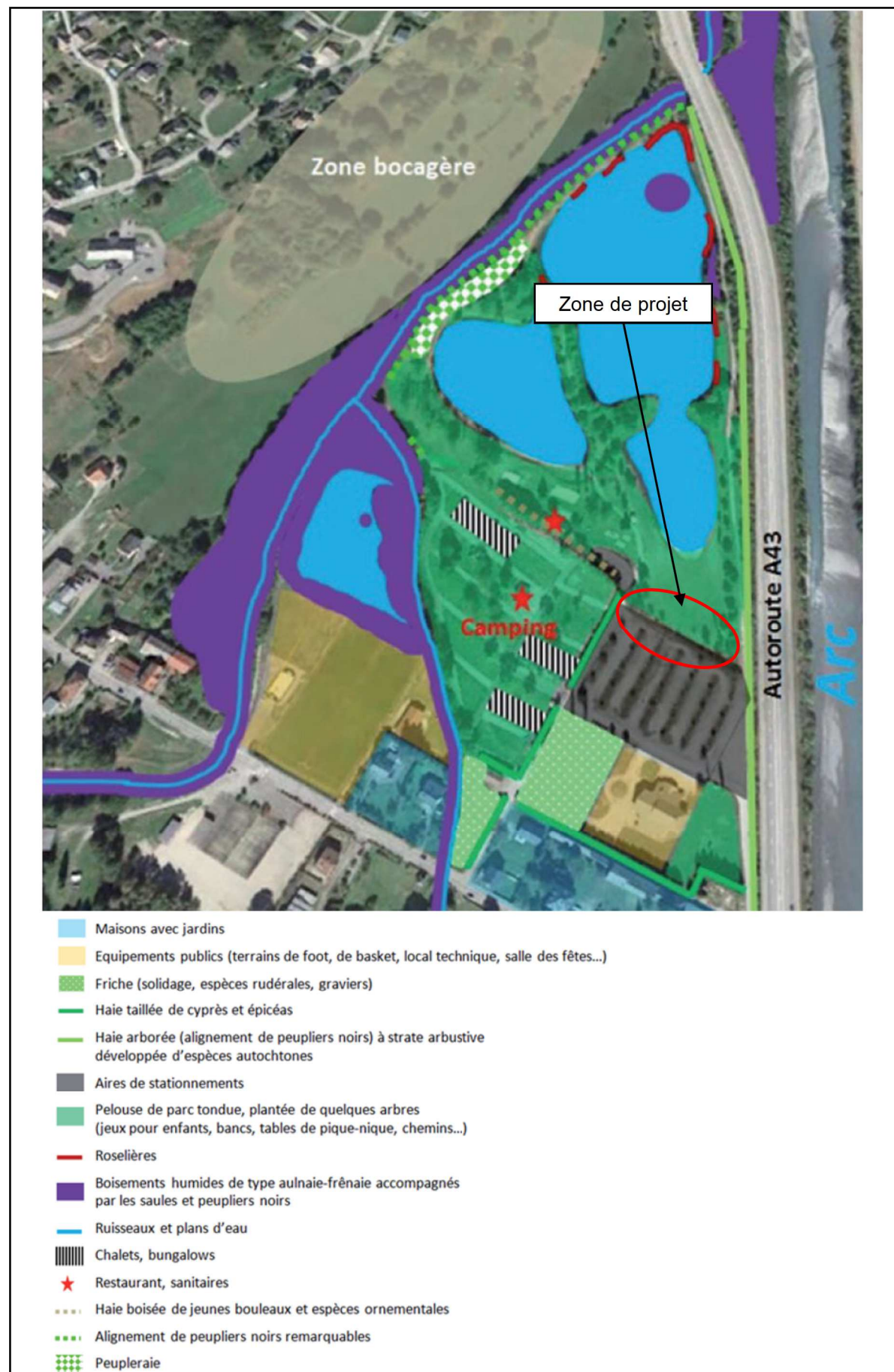
Par ailleurs, dans une moindre mesure, certaines haies arbustives internes au site permettent de canaliser les déplacements de la faune. On peut noter principalement les haies :

- Un alignement de peupliers remarquables au Nord-Ouest des plans d'eau ;
- Un alignement de peupliers noirs, comprenant une strate arbustive d'espèces autochtones entre l'autoroute A43 et les plans d'eau et parking ;
- Une haie boisée de jeunes bouleaux et espèces ornementales entre le camping et les plans d'eau ;
- Des haies taillées de cyprès et épicéas entre le parking et le camping.

Le plan présenté en page suivante, datant de la prospection de 2017, présente les différents habitats et emplacement des haies sur le site de l'aire de loisirs du lac Bleu.

Le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes n'identifie aucun corridor ou réservoir de biodiversité sur la zone de projet. Dans un périmètre plus large, le ruisseau des Blachères est identifié comme cours d'eau d'intérêt pour la trame bleue, à préserver. Les plans d'eau et abords du ruisseau constituent des espaces perméables aquatiques. Quant à l'emplacement du projet, il constitue un espace artificialisé.

La cartographie départementale de la trame verte et bleue de Savoie, ainsi que le PLU, identifient un corridor écologique au nord du site, situé à quelques dizaines de mètres au Nord des plans d'eau, qui permet le passage de la grande et la petite faune sous l'A43 pour relier les versants boisés de Saint Rémy de Maurienne à ceux de Chavannes-en-maurienne.



Cartographie des habitats prospectée en 2017 dans le cadre du dossier CDNPS du camping du PLU

9 Sylviculture

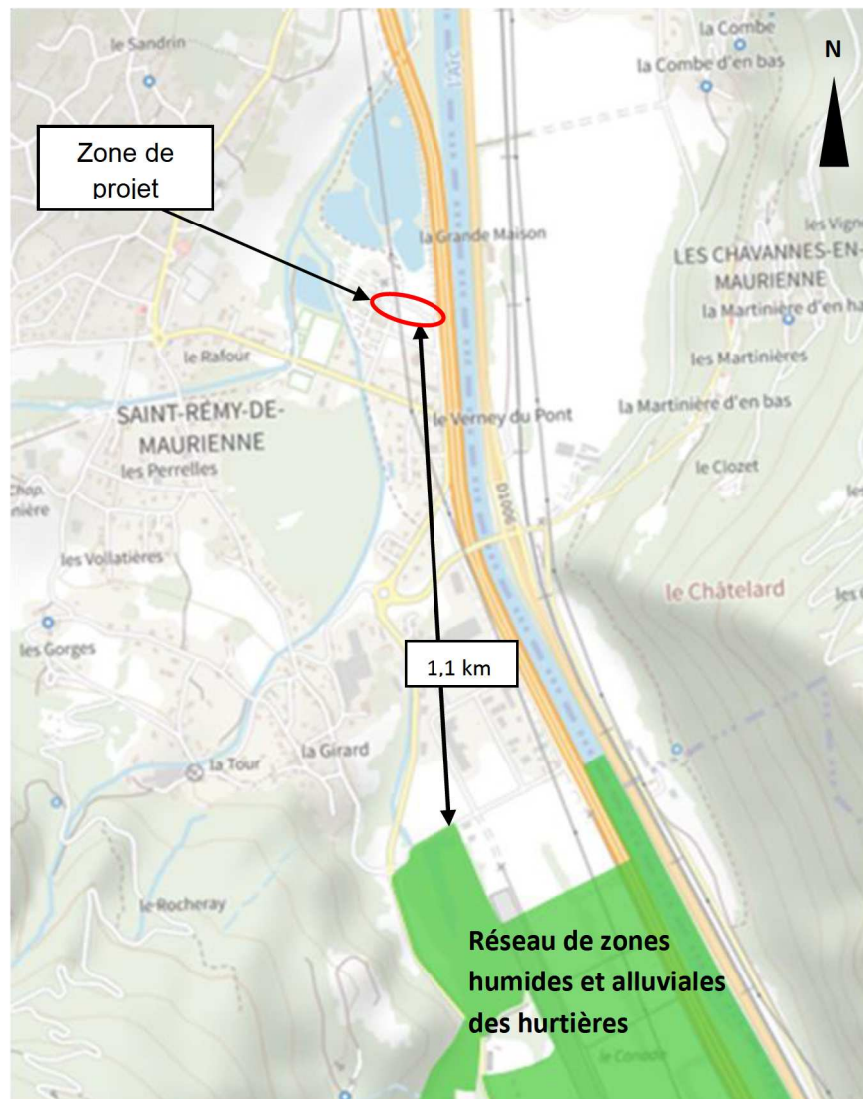
Le projet nécessite l'abattage d'une haie de 3 à 4 mètres de hauteur formée de plusieurs essences différentes ainsi que l'abattage de quelques arbres isolés présents sur le site. Ces arbres ne sont pas soumis au régime sylvicole.

10 Agriculture

Les abords du plan d'eau et la base de loisirs ne sont pas exploitées pour l'agriculture ou le pâturage.

11 Localisation du projet vis-à-vis de Natura 2000

La zone de projet n'est pas située au sein ou à proximité du périmètre d'une zone Natura 2000. La zone Natura 2000 la plus proche est la ZSC « Réseau de zones humides et alluviales des hurtières » se trouve à 1,1 km au sud du projet



Site Natura 2000 les plus proches du projet (Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes)

12 Paysage

Dans le paysage lointain, la zone de projet est située dans une zone urbanisée de la commune de Saint Rémy, en bordure l'autoroute A43 et à proximité directe du village. De nombreuses haies arborées viennent masquer les éléments urbains et pelouses du parc bordant la zone de projet. La visibilité sur la zone de projet est donc fortement atténuée dans un environnement lointain.

Dans le paysage local, la présence de cheminement bitumineux, des bâtiments du camping, d'une aire de jeux et du parking mettent en évidence un paysage artificialisé par des aménagements anthropiques. Toutefois, la présence d'une haie arbustive, de pelouses entretenues et la vue sur les plans d'eau confèrent au site du projet un aspect naturel. La haie, en période estivale, joue également un rôle de masque végétal, réduisant la visibilité sur le parking depuis les pelouses situées en rive sud du plan d'eau. De même des haies arborées tendent à intégrer l'autoroute et le camping dans le paysage local de la zone de projet.

13 Compatibilité avec les documents d'urbanisme

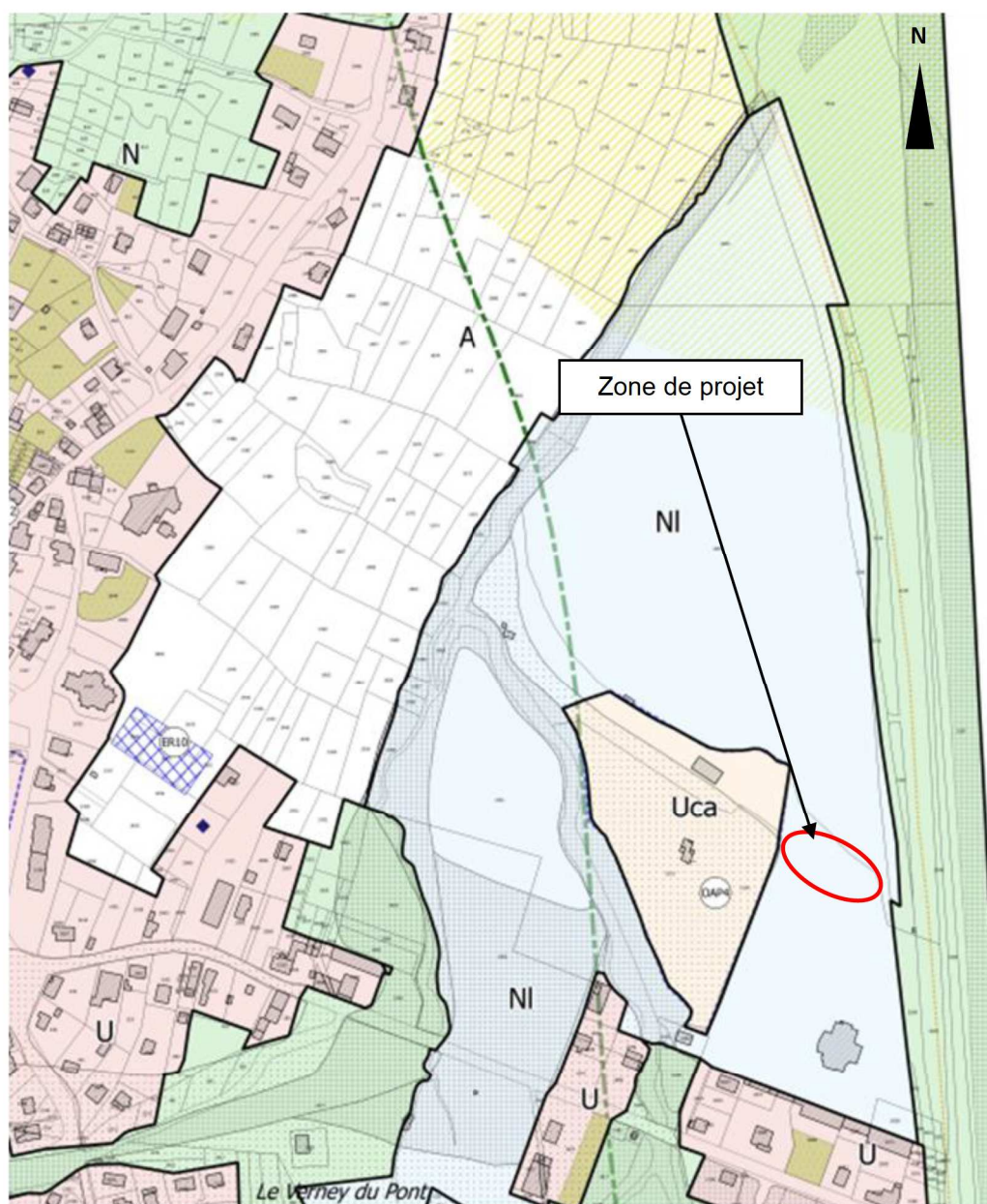
Le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint Rémy de Maurienne a été approuvé le 30 septembre 2019. D'après le plan du PLU, l'ensemble du projet et ses aménagements associés est situé en zone N« I », qui correspond à une Zone naturelle de loisirs.

De manière générale, la zone N interdit toutes les constructions nouvelles, à l'exception des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques construites spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains et de production d'énergie. De plus, il autorise notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, à condition que leur implantation dans la zone soit justifiée par la nature du projet, qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière et qu'elles ne portent pas atteintes à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Toutefois, dans les secteurs indicés « I », les aménagement et installations nécessaires à la pratique des loisirs et sport de plein air sont autorisés.

Les pumptracks et bowl, ainsi que l'air de pique nique sont des aménagements et installations nécessaires à la pratique de loisirs et sports de plein air. Par ailleurs, la mise en place de sanitaires peut être considéré comme une construction de service publique, qui ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ni au paysage du site. Le projet apparait donc compatible avec le PLU de la commune de Saint Rémy de Maurienne.

Conformément aux dispositions concernant les eaux pluviales en Zone N du PLU, le projet prévoit divers dispositifs d'infiltration, à savoir puits perdus au sein des pumptracks, ainsi qu'une noue d'infiltration entre le parking existant et les pumptracks. Ces dispositifs permettront l'infiltration des eaux pluviales collectées notamment par les aménagements réalisés dans le cadre du projet et les aménagements existants (parking).



Extrait du plan du PLU de la commune de Saint Rémy de Maurienne

14 Impacts potentiels du projet

16-1) Sur les cours d'eau

Le torrent de la Lescherette, le ruisseau des Blachères et l'Arc sont tous situés à 100 m ou plus de la zone de projet. Il est donc considéré que le projet n'a pas d'impact sur les cours d'eau.

16-2) Sur les captages d'eau potable

Le projet est situé en aval et à l'écart des points de captages les plus proches. Il n'est donc pas susceptible d'avoir un impact sur la qualité des eaux prélevées par ceux-ci.

16-3) Sur les zones humides

Il n'y pas de zones humides départementales présentes sur la base des loisirs ou à proximité.

Le projet n'a donc pas d'impact sur les zones humides

16-4) Sur les risques naturels

La zone de projet n'est pas concernée par un risque d'avalanche, de glissement de terrain ou de chute de blocs.

De même, l'emplacement du projet est situé en zone d'aléa négligeable d'inondation par le PPRN communal. De ce fait, aucune prescription réglementaire au regard des risques naturels n'est définie pour la zone de projet.

De plus, le PPRI de l'Arc aval référence la zone de projet hors aléa lié aux crues de l'Arc.

Le projet n'est pas exposé aux risques naturels et sa réalisation n'est pas de nature à modifier les risques naturels.

16-5) Sur les milieux naturels

Les habitats naturels impactés par le projet étant déjà anthropisés ou constitués d'une végétation commune, régulièrement entretenue et ornementale. Un respect strict de l'emprise chantier sera demandé en phase travaux, pour éviter toute agression inutile des

habitats et de la flore. Diverses précautions seront également prises pour éviter la propagation plantes envahissantes sur le site, lors de la phase travaux.

Concernant la faune, un dérangement temporaire de la faune du site est à prévoir durant la période de travaux. Cependant, le site est fréquenté par l'homme toute l'année et la plupart des espèces sont des espèces peu farouches et habituées à la présence de l'homme.

Le projet prévoit l'abattage d'une haie de faible densité et de quelques arbres isolés. Cette haie ne fait partie des haies du site à fonctionnalité écologique favorisant la canalisation de la faune. Toutefois, afin de s'assurer de ne pas détruire d'éventuelles nichées pouvant s'y trouver, les travaux de déboisement de cette haie et des arbres seront avancés à la mi-mars, avant que d'éventuels couples nicheurs ne s'y installent.

Enfin, le projet n'impact pas le corridor écologique situé au Nord du plan d'eau.

Dès lors, il est considéré que le projet a un impact faible sur les milieux naturels du site.

16-6) Sur la sylviculture

Aucun défrichement n'est prévu par le projet. De plus, le site n'est pas utilisé pour la sylviculture.

Le projet n'a donc pas d'impact sur la sylviculture.

16-7) Sur l'agriculture et le pastoralisme

Aucune activité agricole n'est pratiquée sur la base des loisirs.

Le projet n'est donc pas susceptible d'avoir une incidence sur l'agriculture et le pastoralisme.

16-8) Impact sur le paysage

Dans le paysage lointain, les différentes haies bocagères qui entourent l'ensemble du site réduiront la perception des pumptracks et ses aménagements associés, sur un espace qui paraît déjà artificialisé. La réalisation du projet aura donc un impact faible sur les vues en environnement lointain.

Dans le paysage local, la suppression de la haie, ouvrira la vue sur le parking depuis les rives du plan d'eau. La modification de la topographie du site et l'ajout de coloris bitumineux et béton favoriseront un paysage local plus artificialisé. Toutefois, cette artificialisation reste faible au regard des aménagements existants actuellement à proximité directe de la zone de projet. Le ré-engazonnement des abords du projet et des talus créés, ainsi que la plantation de quelques sujets arborés, permettra d'intégrer plus rapidement le projet dans son environnement. Les grandes haies arborées des alentours, jouant le rôle de masque végétal, ne seront pas impactées par le projet.

Il convient de noter également que le projet est relativement éloigné des rives du plan d'eau. De ce fait, l'intégrité paysagère du plan d'eau et son environnement direct, principal enjeu paysager de la base des loisirs, seront préservés par le projet.

Il est dès lors considéré que le projet a un impact faible sur le paysage.

15 Mesures environnementales

14-1) Mesures d'évitement

➤ Adaptation du calendrier des travaux d'abattage de la haie

Afin de s'assurer de ne pas détruire d'éventuelles nichées pouvant s'y trouver, les travaux de déboisement de cette haie et des arbres seront préventivement avancés à la mi-mars, avant que d'éventuels couples nicheurs ne s'y installent.

La zone de projet sera ainsi rendue impropre à la nidification de l'avifaune locale, avant le reste des travaux prévus au mois de mai et juin.

14-2) Mesures de réduction

➤ Revégétalisation des zones remaniées après travaux

Les sols remaniés autour des pumptracks et bowl, ainsi que les talus créés seront végétalisés en continuité douce avec la couverture végétale naturelle environnante. Quelques sujets arborés seront également plantés aux abords du projet.

Cette revégétalisation permettra une reprise rapide et soignée de la végétation, ainsi qu'une rapide intégration paysagère des espaces remaniés.

➤ Balisage et respect de l'emprise chantier

Le contour de l'emprise travaux sera balisé. Un respect strict de l'emprise chantier sera demandé en phase travaux, pour éviter toute agression inutile des habitats et de la flore. Cette mesure doit permettre de réduire les surfaces remaniées à revégétaliser, pour une intégration plus rapide du projet dans son environnement.

➤ Prévention de la pollution en phase travaux

Diverses précautions seront prises en phase travaux pour réduire le risque de pollution :

- Lavage des engins dans les cours d'eau ou plan d'eau sera interdit
- La nuit et les week-ends, les engins devront stationner sur l'aire de stationnement existante
- L'approvisionnement en carburant des engins et le stockage de carburant seront mis en place sur un emplacement du parking existant prévu à cet effet

➤ Préservation du site vis-à-vis des plantes envahissantes

Toutes les dispositions seront prises pour éviter l'importation et propagation d'espèces végétales invasives sur le site du projet. Ainsi, l'entreprise en charge des travaux s'assurera de l'état de propreté des engins entrants dans les zones de travaux, ainsi que de l'origine des matériaux importés et l'absence de rhizomes dans ceux-ci.

➤ Rédaction d'un Cahier des Clauses Environnementales

L'ensemble de ces mesures seront reprises dans un cahier des clauses environnementales (CCE) qui sera transmis aux entreprises susceptibles de travailler sur la zone, et ce, préalablement aux travaux. Le CCE étant un document contractuel, des sanctions financières pourront être appliquées aux entreprises concernées en cas de non-respect des clauses.

16 Annexes

- ***Annexe 1 : Dossier CDNPS du projet d'aménagement du des lacs de Maurienne, repris dans le PLU communal approuvé le 30/09/2019***

Annexe 1 : Dossier CDNPS du projet d'aménagement du des lacs de Maurienne, repris dans le PLU communal approuvé le 30/09/2019



S



SAINT-RÉMY-DE-MAURIENNE PLAN LOCAL D'URBANISME

1.3 - DOSSIER CDNPS

Projet d'aménagement du camping des lacs de Maurienne.

Dossier de présentation à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites (CDNPS) en application des articles L122-7 et L122-12 du code de l'urbanisme.

Projet arrêté
par délibération
en date du :

17 janvier 2019

Projet approuvé
par délibération
en date du:

30 septembre 2019

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.800.182.51



SUR L'ESPRIT GÉNÉRAL DE LA DÉMARCHE D'URBANISME A SAINT-RÉMY-DE-MAURIENNE

Saint-Rémy-de-Maurienne, située sur la rive gauche de l'Arc, est une commune à caractère rural, avec une présence industrielle ancienne.

L'urbanisation est répartie entre une douzaine de hameaux et un bourg principal.

Sa croissance démographique augmente fortement depuis 1999 en raison de l'amélioration des conditions d'accès (autoroute), de l'offre attractive d'équipements publics et d'un prix du foncier abordable .

Le projet politique du PLU en cours d'élaboration retient 3 grandes orientations :

- Maintenir un dynamisme communal.
- Pérenniser les activités économiques.
- Engager la commune dans une démarche de développement durable.

Le soutien à l'activité touristique et notamment au camping des lacs de Maurienne entre dans la politique définie par la commune.





PRÉSENTATION DU CAMPING DES LACS DE MAURIENNE

Le camping se situe dans la partie basse de la commune, à proximité des lacs et de la salle polyvalente.

Il compte une centaine d'emplacements.



localisation du camping





QUELQUES PHOTOS DU CAMPING DES LACS DE MAURIENNE





LES PROJETS DU GESTIONNAIRE DU CAMPING

Le camping a été racheté récemment. Le nouveau propriétaire souhaite le faire évoluer pour adapter le produit à la demande de la clientèle, pour monter en gamme et pour envisager une exploitation été/hiver.

Les principaux projets d'évolution concernent :

- l'agrandissement des sanitaires,
- la construction d'une vingtaine de studios touristiques,
- un équipement progressif en chalets de type HLL,
- la construction d'un local technique,
- l'extension du restaurant : la couverture des terrasses (150 m² + 120 m²), la construction de sanitaires, la construction d'un local de stockage,
- à plus long terme : la construction d'une piscine couverte et l'aménagement d'une base nautique.



MOTIFS D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION POUR CONSTRUIRE EN DISCONTINUITÉ ET À MOINS DE 300 MÈTRE DES RIVES D'UN PLAN D'EAU

Rappel de l'article L122-5 du code de l'urbanisme :

«L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

...»

Rappel de l'article L122-7 du code de l'urbanisme :

«Les dispositions de l'article L. 122-5 ne s'appliquent pas lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L. 122-9 et L. 122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels. L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude.

...»

Rappel de l'article L122-12 du code de l'urbanisme :

«Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits.

Ces dispositions s'appliquent aux plans d'eau partiellement situés en zone de montagne.

Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :

1° Par arrêté de l'autorité administrative compétente de l'Etat, les plans d'eau dont moins du quart des rives est situé dans la zone de montagne ;

2° Par un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance.»



Rappel de l'article L122-14 du code de l'urbanisme :

«Par dérogation aux dispositions de l'article L.122-12, des constructions et aménagements peuvent être admis, en fonction des spécificités locales, dans certains secteurs délimités :

1° Soit par un plan local d'urbanisme ou un schéma de cohérence territoriale, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat et au vu d'une étude réalisée et approuvée dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 122-7 ...»

Le camping des lacs de Maurienne est situé dans la bande des 300 m des rives du lac et se trouve en discontinuité des secteurs urbanisés.

Afin de permettre le développement du camping, la commune demande une dérogation au titre des articles L122-7 et L122-14 du code de l'urbanisme.



COMPATIBILITÉ DE LA DEMANDE DE DÉROGATION :

► Avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières.

La commune s'étend sur une surface de 4 418 ha dont 446 ha de Surface Agricole Utile (source : PACAGE 2015) et 2 748 ha de forêts (source : Inventaire Forestier National - IGN 2014)).

Le secteur pour lequel la dérogation est demandée est déjà artificialisé.

La demande de dérogation n'a aucun impact sur les terres agricoles et forestières.

► Avec le respect des objectifs de préservation des milieux caractéristiques du patrimoine naturel

1. DEFINITION DE LA ZONE D'ETUDE

Le projet d'aménagement et de réorganisation du camping de Saint-Rémy-de-Maurienne est disposé à proximité de plans d'eau d'origine artificielle dans la vallée de l'Arc, en bordure de l'autoroute A43.

Le périmètre étudié, dans le cadre de l'évaluation des sensibilités environnementales, correspond à :

- Une zone d'étude projet comprenant l'emprise du camping sur environ 2,5 ha
- Une zone d'étude élargie comprenant les plans d'eau et zones naturelles alentours, en connexion directe avec le camping sur environ 20 ha

La zone d'étude élargie s'étend pour moitié sur des plans d'eau, accompagnés par un petit cours d'eau : le ruisseau des Blachères. L'autre moitié est d'ores et déjà artificialisé par la présence du camping, d'aires de stationnement, d'équipements sportifs....





2 . ESPACES NATURELS REMARQUABLES

2.1 . Espaces protégés

Le site d'étude n'est concerné par aucun zonage de protection (APPB, parc naturel, réserve naturelle...)

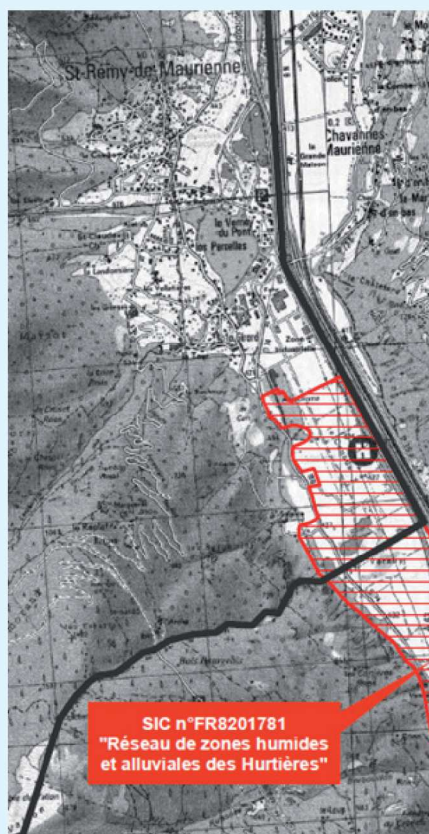
2.2 . Engagements internationaux : Site Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est présent au sein de la zone d'étude.

Le site le plus proche se situe à environ 1.5 km au sud. Il s'agit du site « plaine du Canada » du SIC n°FR8201781 « réseau de zones humides et alluviales des Hurtières », secteur particulièrement remarquable de la commune comportant des zones humides et des pelouses sèches et abritant plusieurs espèces végétales et animales rares et protégées.

Les connexions entre le site d'étude et le site Natura 2000 sont limitées par la présence de secteurs fortement artificialisés ne permettant pas les déplacements faunistiques.





2.3 . Inventaires scientifiques

Le camping actuel ainsi que la zone d'étude élargie sont situés hors de l'enveloppe des ZNIEFF, zones humides ou pelouses sèches inventoriées.

3 . FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES DU SITE

3.1 . Généralités

Les milieux favorables à la faune et ses déplacements sont présentés par des continuités homogènes. Ces continuités induisent des déplacements préférentiels de la faune, et permettent ainsi l'existence de corridors biologiques.

Deux types de corridors sont rencontrés :

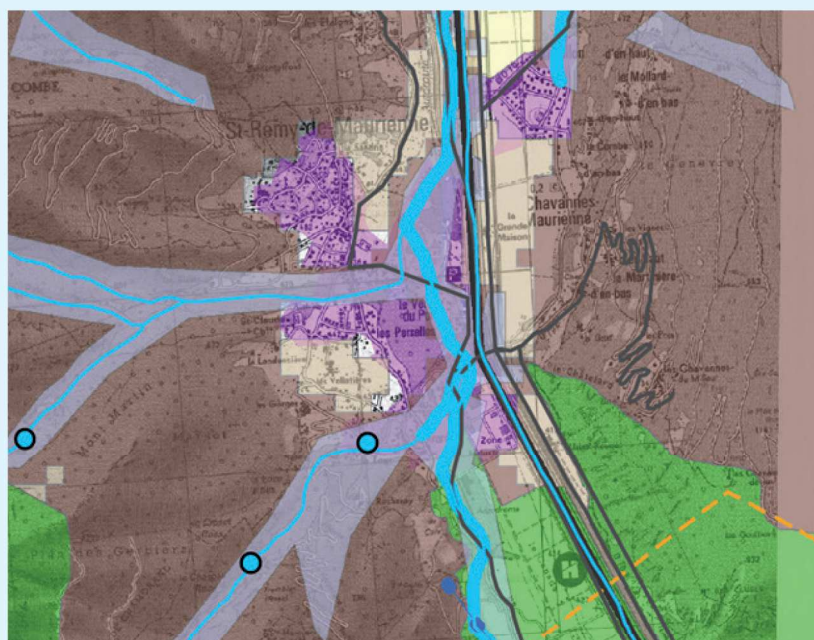
- Les corridors terrestres qui se situent au niveau des boisements et des réseaux de haies, et qui permettent le passage de la grande et petite faune (Chevreuil, Renard...)
- Les corridors aquatiques qui se situent au niveau des cours d'eau et des zones humides, et qui permettent le déplacement des espèces aquatiques, mais également des espèces terrestres liées au milieu aquatique (certains oiseaux, amphibiens...)



Les corridors sont indispensables à la survie des espèces. Ils constituent l'une des composantes essentielles du réseau écologique en offrant des possibilités d'échange entre les zones nodales (espaces vitaux suffisants pour l'accomplissement du cycle de développement d'une population animale ou végétale) et les différents types de continuums (espaces d'extension potentiellement utilisables par la faune et nécessaires au maintien de la biodiversité dans les zones nodales).

3.2 . Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Le SRCE de Rhône-Alpes, approuvé en juin 2014, n'identifie aucun corridor ou réservoir de biodiversité au sein de la zone d'étude.



Trame verte et bleue	Perméabilité aux déplacements de la faune	
Cours d'eau d'intérêt écologique	Perméabilité terrestre forte	Cours d'eau
À préserver	Perméabilité terrestre moyenne	Réseau routier (RERA)
Corridor fuseau	Espace artificialisé	Projet d'infrastructure
À remettre en bon état	Espace perméable aquatique	Limite communale
Obstacle ponctuel à l'écoulement des eaux	Espace perméable agricole	
Réservoir de biodiversité à préserver		

Fonctionnalités écologiques du camping de Saint-Rémy-de-Maurienne, identifiées par le SRCE

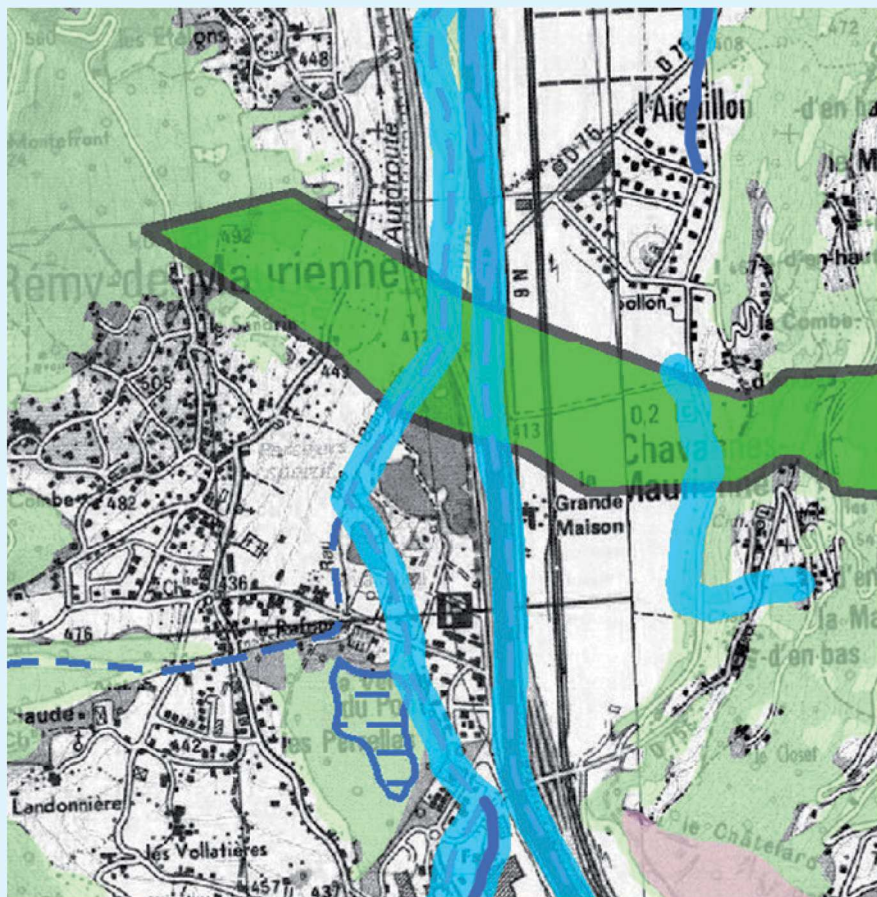
Le ruisseau des Blachères est identifié comme cours d'eau d'intérêt pour la trame bleue, à préserver. Les plans d'eau et abords du ruisseau constituent des espaces perméables aquatiques. Par ailleurs, le camping et ses alentours sont décrits comme des espaces artificialisés.



3.3 . Etude départementale de la trame verte et bleue

La cartographie départementale de la trame verte et bleue de Savoie identifie un corridor reliant les versants boisés de Saint-Rémy-de-Maurienne à ceux de Chavannes-en-Maurienne, via le réseau bocager de la coupure verte entre le centre bourg et Les Etalons, le bois alluvial de l'Arc au nord de la base de loisirs, et la zone agricole au sud de l'Aiguillon de l'autre côté de l'autoroute.

La traversée de l'autoroute est possible via le passage sous autoroute au niveau de la pointe nord du lac.



Etude départementale de la trame verte et bleue de Savoie

L'Arc et le ruisseau des Blachères sont identifiés comme zone de frayères pour la faune piscicole.

3.4 . Analyse à l'échelle locale

La zone d'étude élargie est située au sein d'un vaste ensemble aquatique formé de trois petits plans d'eau et du ruisseau des Blachères, corridor aquatique fonctionnel permettant le déplacement des espèces aquatiques et terrestres via sa ripisylve.

L'absence de clôtures confère à la zone d'étude élargie le rôle de continuum favorable aux déplacements internes des espèces semi-



aquatiques et forestières. Elle est en outre reliée aux massifs boisés environnants.

Le camping et les espaces verts qui accompagnent les plans d'eau sont moins perméables aux déplacements de la faune du fait de leur artificialisation. Ils forment néanmoins une zone tampon entre des espaces fortement artificialisés (équipements sportifs, maisons avec jardins, aires de stationnements...) et une ripisylve boisée.



Point de passage possible sous l'autoroute A43, via le ruisseau des Blachères

La zone bocagère située entre le village et les plans d'eau est particulièrement riche en petites haies arbustives et constitue une zone d'intérêt à préserver pour le maintien des déplacements faunistiques.

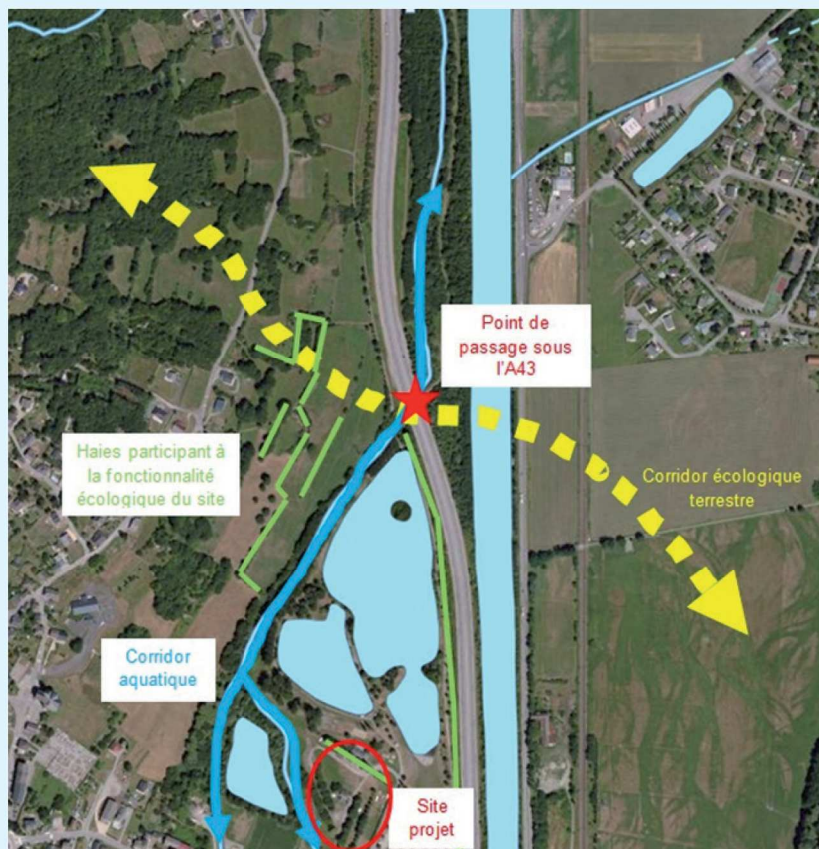
Par ailleurs les haies internes au site permettent dans une moindre mesure de canaliser les déplacements faunistiques au sein d'un espace fortement artificialisé.

3.5 . Synthèse des enjeux

Les enjeux en termes de fonctionnalités écologiques sont :

- Le maintien du corridor écologique situé au nord de la zone d'étude élargie (passage sous l'A43) permettant une connexion inter-massifs boisés grâce à des coupures à l'urbanisation.
- Le maintien d'un continuum aquatique et boisé reliant les plans d'eau, le ruisseau des Blachères et la plaine alluviale de l'Arc.
- La préservation des haies et linéaires boisés internes au site d'étude





Synthèse des fonctionnalités écologiques du site

4 .CARACTERISTIQUES ECOLOGIQUES DU SITE

4.1 . Méthodologie

Une prospection de terrain a été effectuée le 8 août 2017 par une écologue de SETIS. Un inventaire écologique non exhaustif a été effectué afin d'analyser les enjeux environnementaux du site.

L'inventaire floristique a été effectué par méthodologie phytosociologique rapide permettant d'identifier les espèces de chaque strate avec leur pourcentage de recouvrement et d'en déduire le type d'habitat. Une attention particulière a été portée sur les potentialités d'accueil d'un habitat en espèces faunistiques et floristiques remarquables (protégées, menacées...).

4.2 . Faune-flore et milieux naturels

4.2.1 . Zone projet : le camping

Le Camping est constitué d'allées en graviers et de zones en pelouses tondues pour accueillir tentes et camping-car. Quelques sujets arborés accompagnent les aires d'accueil des campeurs (tilleul, pins, chênes).



L'ensemble de la zone est d'ores et déjà artificialisée par la présence de 8 chalets en bois et 7 bungalows, un bâtiment en dur qui accueille les sanitaires et un restaurant qui propose ses services au bord du lac.

Une haie de cyprès délimite le secteur dans sa partie sud et est tandis qu'une haie de jeunes bouleaux et chênes rouges (espèce ornementale) délimite l'arrière du restaurant.

Le ruisseau des Blachères longe l'extrémité ouest du camping. Il est constitué d'un cordon rivulaire unilatéral (rive ouest) composé essentiellement d'aulnes glutineux, de frênes et de saules blancs.

D'un point de vue écologique la zone projet ne présente aucune sensibilité. La zone permet l'accueil d'une avifaune commune et non farouche.

L'enjeu principal réside dans le maintien de la fonctionnalité écologique du cours d'eau.



Bungalows et emplacements pour tentes/camping-car en espaces verts



Chalets en bois récents accompagnés de pelouse et quelques sujets arborés

4.2.2 . Zone d'étude élargie

Pelouses de parc

Les plans d'eau, base de loisirs communale, sont accompagnés par des espaces verts fréquemment entretenues et ne présentent de ce fait qu'une faible variété d'espèce floristique. Des sujets arborés



plantés et taillés agrémentent la zone : chêne pédonculés, pins, peupliers noirs, épicéas, bouleaux...

Le secteur est fortement artificialisé et fréquenté pour différentes activités : pêche, pique-nique, baignade, parcours santé, jeux pour enfant...

La faune potentiellement présente est une avifaune commune des parcs et jardins, habituée à la présence de l'homme ; merle, rouge-gorge, mésanges, pinson des arbres...



Espaces verts autour des plans d'eau : pelouse de parc, sujets arborés, jeux pour enfants

Plans d'eau

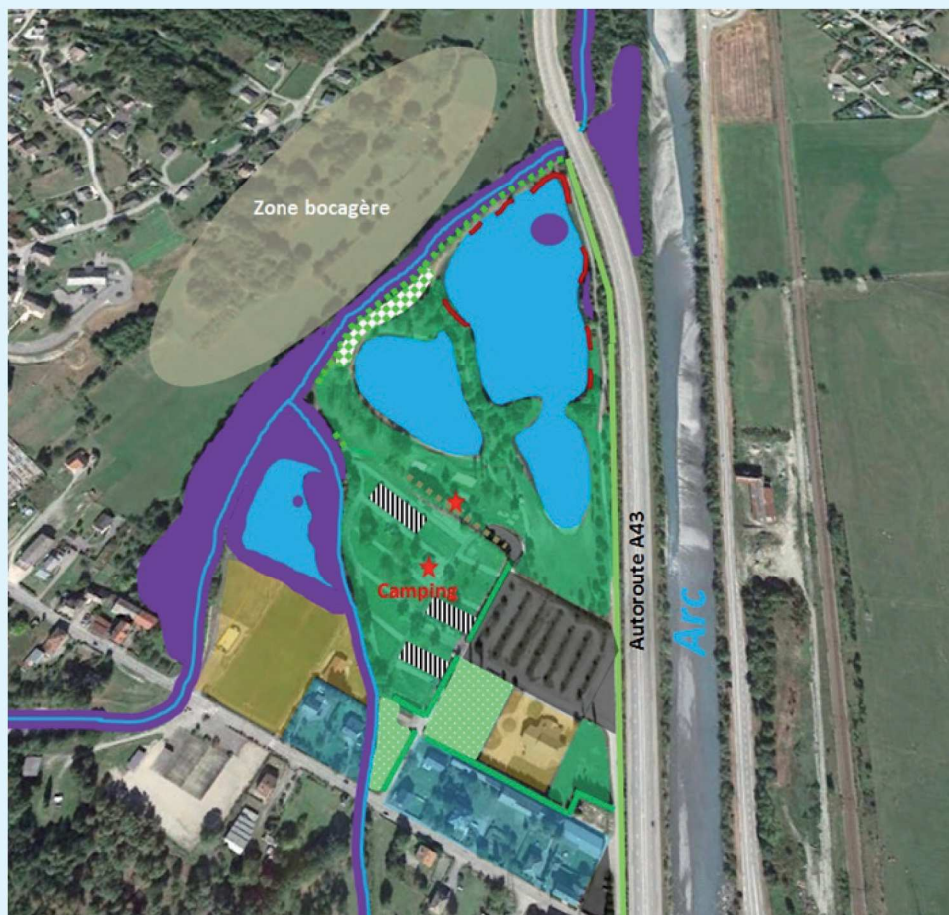
Le site est constitué de trois petits plans d'eau dont les deux plus au nord sont destinés à la pêche et à la baignade.

Ils permettent l'accueil d'une faune aquatique spécifique non farouche : héron cendré, foulque macroule, canard colvert, grenouille verte...



Base de loisirs





- Maisons avec jardins
- Equipements publics (terrains de foot, de basket, local technique, salle des fêtes...)
- Friche (solidage, espèces rudérales, graviers)
- Haie taillée de cyprès et épicéas
- Haie arborée (alignement de peupliers noirs) à strate arbustive développée d'espèces autochtones
- Aires de stationnements
- Pelouse de parc tondue, plantée de quelques arbres (jeux pour enfants, bancs, tables de pique-nique, chemins...)
- Roselières
- Boisements humides de type aulnaie-frênaie accompagnés par les saules et peupliers noirs
- Ruisseaux et plans d'eau
- Chalets, bungalows
- Restaurant, sanitaires
- Haie boisée de jeunes bouleaux et espèces ornementales
- Alignement de peupliers noirs remarquables
- Peupleraie



Le plus petit lac au sud est plus sauvage et non fréquenté par l'homme. Les boisements humides denses qui le bordent le mettent en connexion directe avec le ruisseau des Blachères. Cet espace peut constituer une zone refuge pour la faune aquatique (amphibiens, oiseaux d'eau, odonates) et participe grandement au continuum aquatique et boisé du territoire.



Petit lac à l'ouest du camping

Roselières

Quelques fines roselières bordent ponctuellement le plus grand des plans d'eau. Cet habitat humide, constitué à plus de 80% par les phragmites forment des zones refuges, notamment lors de haltes migratoires, pour des oiseaux patrimoniaux inféodés aux roselières ainsi qu'aux odonates.

Quelques petites zones humides bordent également les plans d'eau, dominées par le jonc et la salicaire.



Roselière en bordure du lac

Cours d'eau et ripisylve

La ripisylve du ruisseau des Blachères et le boisement qui accompagne le plan d'eau le plus à l'ouest sont constitués d'un boisement humide dominé par l'aulne glutineux, le frêne, le saule blanc et le peuplier noir.



Cet habitat est dense et fonctionnel et permet les déplacements faunistiques le long de ce linéaire. Ainsi, le secteur est en connexion directe avec l'Arc (accès possible sous l'autoroute). Il accueille des espèces des cours d'eau : bergeronnette des ruisseaux, cingle plongeur... et forestières (pics, troglodyte mignon, loriot d'Europe, grives...).



Ruisseau des Blachères et sa ripisylve

Haies arborées

Une haie stratifiée dominée par le peuplier noir borde l'autoroute A43, permettant d'isoler visuellement le site en période estivale. Les espèces arbustives qui l'accompagnent sont des espèces locales utiles au nourrissage des oiseaux : cornouiller sanguin, fusain d'Europe, saule marsault, argousier, chêne pédonculé, troène, aubépine monogyne...

Par ailleurs, elle permet de canaliser les déplacements faunistiques interne au site.

La proximité avec l'autoroute et les espaces verts fortement fréquentés limitent cependant l'utilisation de cette haie par la faune sauvage.



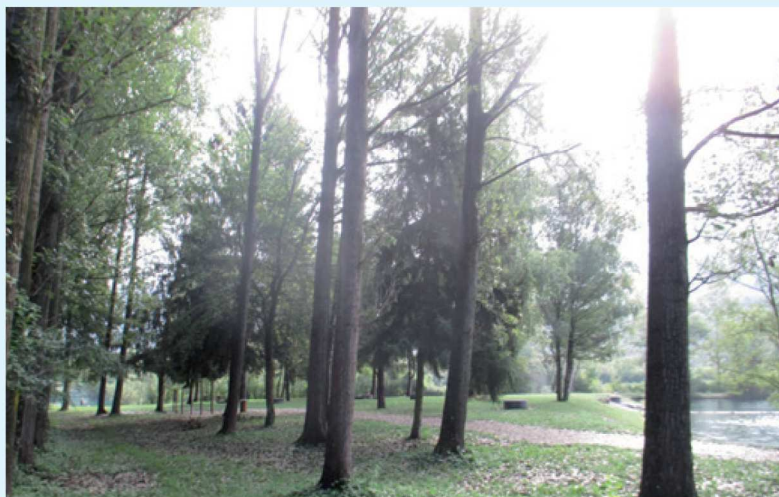
Haie stratifiée le long de l'autoroute A43



Peupleraie

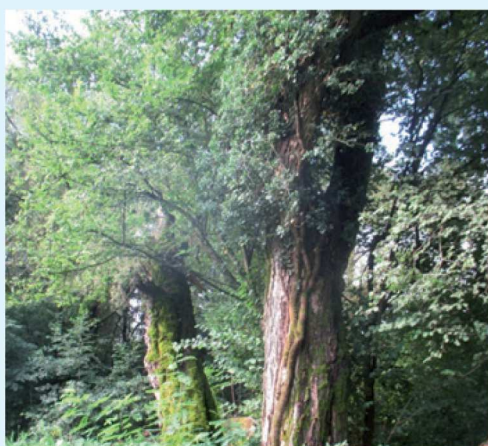
Une vieille peupleraie située entre le lac et la ripisylve permet d'agrémenter le parc de beaux sujets arborés et présente en outre un intérêt pour la faune se reproduisant au sein du houppier de grands arbres, pour les chauve-souris gîtant derrière de vieilles écorces, ou pour les pics à la recherche de troncs pour y faire leur loges.

La zone permet une transition douce entre pelouse ouverte et ripisylve boisée maintenant plus au calme la faune fréquentant le ruisseau des Blachères et sa ripisylve.



Peupleraie située dans le prolongement de la ripisylve du ruisseau des Blachères

Un alignement de peupliers noirs présentant des cavités a été pointé. Ces arbres sont remarquables pour la faune et le paysage.



Peupliers noirs remarquables



Alignement de peupliers noirs le long de la ripisylve du ruisseau des Blachères



Friches rudérales

Deux friches sont attenantes au camping :

- une friche composée essentiellement de solidage au sud du camping, le long du ruisseau ;
- une zone de gravillons colonisés par quelques espèces rudérales, devant la salle des fêtes Belledonne.

Ces habitats sont propices au développement des espèces invasives et ne présentent pas d'enjeux écologiques.



Friche de solidage et présence de buddléia



Friche rudérale colonisée par des espèces pionnières

Zone bocagère

Située au nord-ouest de la zone d'étude, une zone bocagère persiste entre les plans d'eau et le village de Saint Rémy de Maurienne.

Constituée de prairies mésophiles pâturées riches en espèces floristiques (lotier corniculé, trèfle des prés, gaillet banc, ombellifères, plantain bâtard, pissenlit, pâquerette, achillée millefeuilles, vesce cracca, renoncules, plantain lancéolé...) et de nombreuses haies arbustives, la zone est une véritable coupure à l'urbanisation.

Elle permet le maintien du corridor écologique terrestre, soit une connexion entre versants boisés des deux massifs montagnards.



Zone bocagère d'intérêt pour la biodiversité et les déplacements faunistiques



Surfaces artificialisées

Le secteur situé au sud du camping est fortement artificialisé par la présence de nombreux équipements publics ; aires de stationnements, salle des fêtes, équipements sportifs... et quelques maisons avec jardins privatifs.

Ainsi ces habitats anthropisés ne sont pas attractifs pour la faune. Seules les espèces communes nichant dans le bâti sont présentes : rougequeue noir, moineau domestique, bergeronnette grise...



Aire de stationnement



Terrain de foot et local attenant

Flore protégée

Le Pôle d'Information Flore-Habitat ne recense aucune flore protégée au sein de la zone d'étude élargie.

4.3 . Synthèse des enjeux

Le camping et les espaces verts attenant ne présentent pas de sensibilité particulière pour la biodiversité. Le secteur est fortement artificialisé et très fréquenté limitant ainsi la présence de la faune et la flore.

Les principaux enjeux résident dans le maintien :

- D'une ripisylve dense et fonctionnelle le long du ruisseau des Blachères et du petit lac situé le plus au sud, habitat d'intérêt pour la trame bleue ;
- Des roselières en bordure du lac ;
- De la zone bocagère située au nord-ouest du site d'étude, véritable coupure à l'urbanisation ;
- De vieux peupliers noirs, intérêts paysager et écologique.



5 . BILAN DES SENSIBILITES ECOLOGIQUES

Thèmes		Etat initial	Niveau de sensibilité
Espaces naturels remarquables	Zonages de protection Site N2000	Aucun Site le plus proche situé à 1.5 km au sud : « réseau de zones humides et alluviales des Hurtières ». Pas de connexion avec le site d'étude.	Nul Faible
	Inventaires scientifiques SRCE	Aucun Pas de corridor ou réservoir de biodiversité identifiés au droit du site d'étude. Ruisseau des Blachères reconnu comme d'intérêt pour la trame bleue.	Nul Faible
Trames vertes et bleues	Etude départementale	Un corridor écologique reliant les deux massifs montagnards, passage sous l'autoroute possible au nord du lac. Ruisseau des Blachères zone de frayère pour la faune.	Modéré
	Analyse locale	Le camping et ses espaces verts sont peu perméables aux déplacements de la faune du fait de leur artificialisation.	Faible
		Le ruisseau des Blachères, sa ripisylve et les plans d'eau forment un vaste continuum aquatique et boisé.	Forte
Habitats naturels	Espaces verts agrémentés de sujets arborés	Favorables à une faune commune et peu farouche. Faible diversité.	Faible
	Plans d'eau	Favorables à une faune commune et peu farouche pour les plans d'eau de la base de loisirs. Plan d'eau plus au sud plus propice à l'installation d'une faune plus spécifique (oiseaux d'eau, amphibiens, odonates). L'ensemble participe au continuum aquatique.	Modéré
	Roselières	Habitat humide d'intérêt pour une avifaune spécifique et les odonates.	Modéré
	Cours d'eau et ripisylves	Aulnaie-frênaie : habitat d'intérêt communautaire, trame bleue.	Forte
	Haies arborées	Participe à la fonctionnalité interne du site. Favorables à une avifaune commune.	Faible
	Peupleraie - vieux peupliers remarquables	Vieux peupliers à cavités favorables aux espèces cavicoles.	Modéré
	Friches rudérales	Favorise les espèces invasives – Peu d'intérêts pour la faune et la flore	Nul
	Zone bocagère	Prairies mésophiles pâturées et haies arbustives. Favorise une grande biodiversité de faune et de flore et permet le maintien des déplacements faunistiques entre les massifs boisés.	Forte
	Surfaces artificialisées	Terrains de foot, aires de stationnement, salle des fêtes, locaux techniques, aires de jeux... aucun intérêt écologique.	Nul



6 . IMPACTS DU PROJET SUR LE MILIEU NATUREL

6.1 . Eléments du projet

Le projet prévoit une réorganisation du camping actuel ainsi que plusieurs aménagements. L'objectif est de pouvoir assurer une ouverture annuelle du site. Il est ainsi prévu :

- Une extension du restaurant
- La réalisation de nouveaux chalets en bois dans le prolongement de ceux existants,
- La création de quelques studios en dur à l'arrière du restaurant
- Le développement de la base nautique par la mise en place d'un poste de secours, d'un ponton, d'une plage réaménagée...
- La création d'une piscine couverte à l'ouest du restaurant.

6.2 . Impacts sur les habitats naturels

L'ensemble des aménagements prévus impacteront les espaces verts situés en bordure du plan d'eau ou au sein même du camping.

Ainsi seuls des pelouses piétinées et fréquemment entretenues et quelques sujets arborés, seront détruits notamment la haie arborée de jeunes bouleaux et chênes rouges. La majorité des arbres présents au sein des espaces verts sont toutefois préservés.

La ripisylve du ruisseau des Blachères ainsi que la fonctionnalité écologique du cours d'eau seront conservées dans leur totalité afin de ne pas porter atteinte au corridor aquatique.

Aucune roselière et aucun vieux peuplier noir ne seront impactés par le projet.

6.3 . Impacts sur la faune

L'avifaune commune et ubiquiste qui fréquente les espaces verts du site verront leur habitat de reproduction et nourrissage diminuer très légèrement (effet d'emprise direct). Cependant, la vaste étendue que représente le site d'étude leur restera favorable. En effet, les dérangements engendrés seront temporaires durant la phase de travaux. A terme, la fréquentation du site, bien qu'accrue, ne sera pas de nature à perturber cette faune déjà habituée à la présence humaine.

6.4 . Impact sur les corridors écologiques

Le projet, situé au sud des plans d'eau, n'est pas de nature à engendrer une perturbation au sein du corridor écologique terrestre localisé au nord du plan d'eau.

L'augmentation de la fréquentation humaine de jour comme de nuit sera négligeable et ne perturbera pas les déplacements faunistiques.



Le corridor aquatique formé par le ruisseau des Blachères et sa ripisylve ne sont pas impactés par le projet et conservent ainsi leur fonctionnalité pour la trame bleue.

Le vaste continuum aquatique et boisé formé par l'ensemble des plans d'eau, le ruisseau des Blachères, les ripisylves et roselières reste fonctionnel.

7 . PROPOSITIONS DE MESURES

7.1 . Mesures d'évitement

Le projet évite tous les éléments sensibles du milieu naturel identifiés au sein de la zone d'étude élargie ;

- Roselières en bordure des plans d'eau
- Ripisylves et vieux peupliers noirs identifiés sur la cartographie des milieux naturels
- Corridor écologique terrestre
- Fonctionnalité écologique du cours d'eau.

7.2 . Mesures de réduction

Lutte contre les espèces invasives

Les habitats naturels doivent être protégés de toute dégradation qui pourrait mettre en péril leur intégrité. Dans le but de ne pas « polluer » ces habitats par des essences indésirables, les plantations effectuées sur le camping seront basées sur des espèces autochtones.

- Lors des travaux, il est indispensable d'éviter la colonisation du chantier par des espèces végétales envahissantes (Renouée du Japon, Ambrosie...). Pour cela, plusieurs mesures seront prises :
- Dans tous les cas, inspecter visuellement et si besoin nettoyer les roues et les parties basses des véhicules de chantier avant l'arrivée sur le site.
- En cas d'apport de terre végétale, contrôler sa provenance et s'assurer qu'elle ne contient pas de débris végétaux.
- Lorsque les travaux sont terminés, ensemençer sans délais. Le mélange de graines sera choisi pour assurer une levée rapide et un couvert dense, caractéristiques qui luttent efficacement contre l'envahissement par les espèces indésirables.

Adaptation du calendrier des travaux

Afin d'éviter toute mortalité d'espèce potentiellement nicheuse au sein du camping, les travaux seront réalisés en dehors de la période de reproduction de l'avifaune, c'est-à-dire entre septembre et mars.



Limiter le dérangement des espèces

Afin de limiter le dérangement des espèces de faune sédentaire ou en halte migratoire qui utilise les habitats naturels alentours (plans d'eau, roselières, ripisylves), la circulation des engins et du personnel de chantier sera clairement délimitée et balisée. En outre, les habitats naturels sensibles seront mis en défens et matérialisés par du ruban de balisage.

Par ailleurs le chantier aura lieu uniquement en journée, à des horaires définis.

7.3 . Mesures de compensation et d'accompagnement

Les quelques sujets arborés détruits seront compensés par la plantation de nouveaux arbres d'essences locales à valeur écologique au moins équivalente voire supérieure.

Tous les sols remaniés seront réensemencés d'espèces autochtones afin de restituer un maximum de milieux ouverts, favorables au nourrissage de nombreux oiseaux.

Afin de favoriser l'accueil d'une flore plus variée et donc d'une plus grande biodiversité, les espaces verts situés autour du plan d'eau pourront être gérés de façon plus extensive (absence d'intrants, tontes moins fréquentes...).

La pose de nichoir pourra également être envisagée au sein de quelques arbres du parc afin d'augmenter les chances de nidification des espèces actuellement présentes (mésanges, rougequeue noir ou moineaux).



► Avec le respect des objectifs de préservation des paysages

Le secteur concerné par la demande de dérogation est constitué de zones déjà urbanisées.



Vue sur le camping depuis les Chavannes

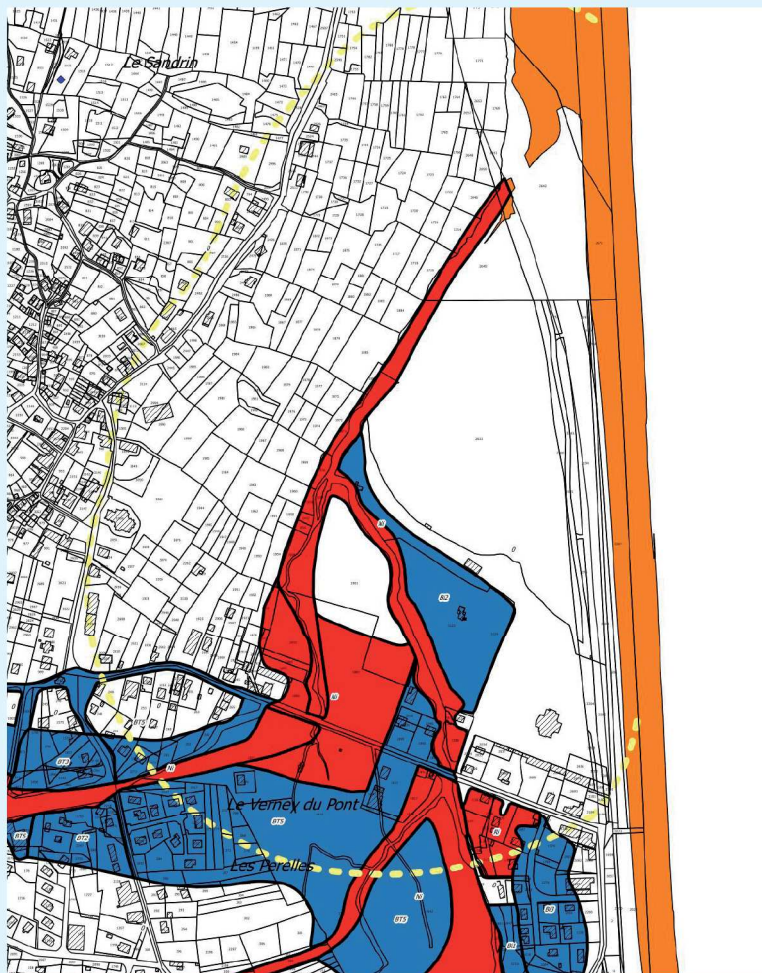
Le développement du camping n'aura pas d'impacts majeurs sur la perception du paysage.



► Avec le respect des objectifs de protection contre les risques naturels

La commune est couverte depuis le 7 mai 2014 par le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) de l'Arc et depuis le 26 janvier 2015 par le plan de prévention des Risques Naturels (PPRn).

- Secteur inconstructible du PPRn
- Secteur constructible sous condition du PPRn
- Secteur inconstructible du PPRi
- Tracé indicatif de la bande des 300 mètres depuis la rives des plans d'eau.



Extraits du PPRn et du PPRi sur le secteur concerné par la demande de dérogation

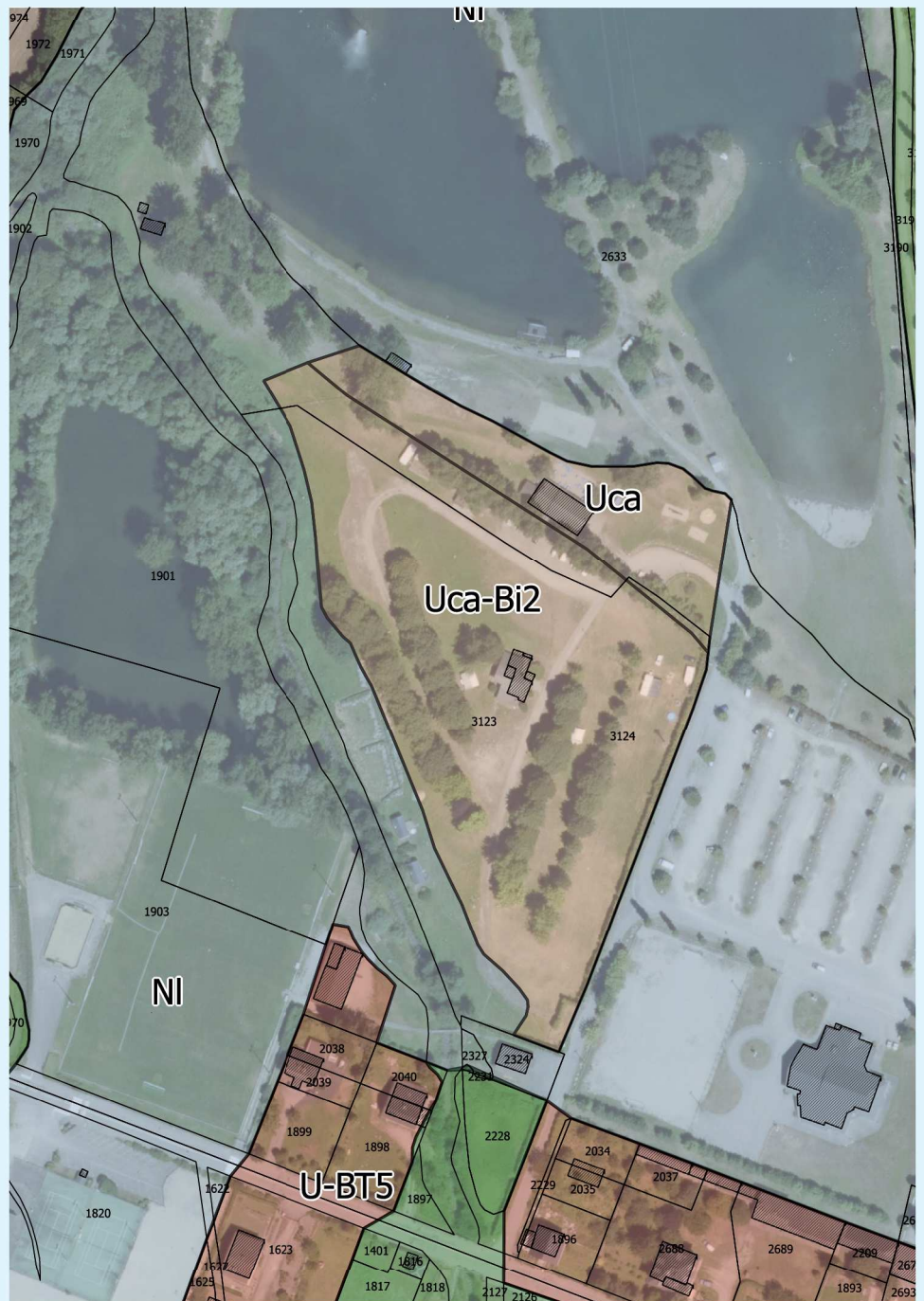
Aucune nouvelle zone n'est ouverte à l'urbanisation sur le secteur. Les règlements du PPRn et du PPRi sont appliqués dans le PLU, les zones à risques forts sont classées inconstructibles.

Le développement du camping n'aggraver pas les risques existants sur le secteur.



PRISE EN COMPTE DU CAMPING DANS LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME EN COURS D'ÉLABORATION :

RÈGLEMENT GRAPHIQUE



PRISE EN COMPTE DU CAMPING DANS LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME EN COURS D'ÉLABORATION :

RÈGLEMENT ÉCRIT

SAINT-REMY-DE-MAURIENNE – PLU – REGLEMENT ECRIT – 21/08/2017

CHAPITRE 1 – ZONE U

Titre 1 : Destination des constructions, usage des sols et nature des activités.

1.1 - Destinations et sous-destinations interdites

- les constructions à destination d'exploitation agricole et d'exploitation forestière.
- les constructions à destination de commerce de gros.
- les constructions à destination d'industrie et d'entrepôt à l'exclusion du secteur Ue ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), incompatibles avec le caractère de la zone, à l'exclusion du secteur Ue.
- les affouillements et exhaussement du sol non liés directement à la réalisation d'une construction ou installation autorisée dans la zone.
- le stationnement des caravanes.
- les terrains de camping et caravanning, les habitations légères de loisirs, à l'exclusion secteur Uca
- les dépôts de toute nature, à l'exclusion du secteur Ue.

1.2 - Destinations et sous-destinations autorisées sous condition

- les constructions à destination d'artisanat sont autorisées à condition qu'elles ne génèrent pas de nuisances incompatibles avec l'habitat (bruit, trafic important de véhicule lourd, odeurs, pollution ...).

- dans le secteur Ue, la surface des logements de fonction est fixée à 20% maximum de la surface de plancher affectée à l'activité professionnelle sans pouvoir excéder 140 m²

Risques naturels :

Les secteurs identifiés dans les PPR (PPRN approuvé en janvier 2015 et PPRI de l'Arc approuvé en mai 2014) comme susceptibles d'être exposés aux risques naturels sont repérés sur le règlement graphique par un index :

Index "B" (exemple : U-BT2) : zone « bleu » du PPR. Il concerne des secteurs d'aléa faible et constructibles, sous conditions. L'index renvoi à la fiche correspondant du PPR.

Index "r" (exemple : U-ri) : zone « rouge » du PPR. Il concerne des secteurs d'aléa fort dans laquelle le bâti est limité à l'existant. L'index renvoi à la fiche correspondant du PPR.



Titre 2 : caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

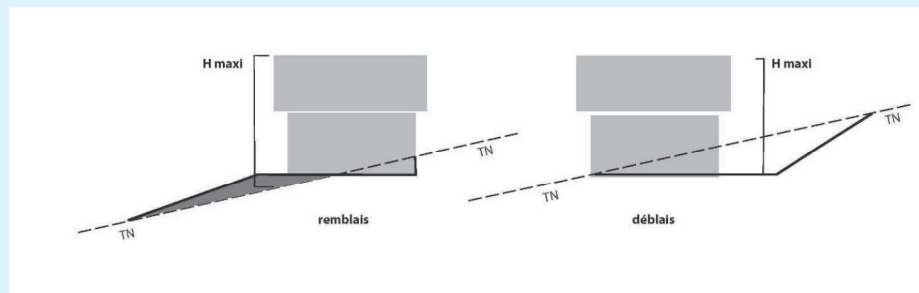
2.1 - Volumétrie des constructions

Définition :

La hauteur est mesurée en tout point du bâtiment, à son aplomb par rapport :

- au terrain naturel, si celui-ci est plus bas que le terrain aménagé après travaux (remblais).
- au terrain fini après travaux, si celui-ci est plus bas que le terrain naturel avant travaux (déblais).

Les cheminées et ouvrages techniques ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur.



A l'exception des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, des constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, la hauteur ne doit pas dépasser 10 mètres.

Une hauteur supérieure pourra être autorisée pour une extension d'un bâtiment existant dont la hauteur serait supérieure à 10 m ou pour une construction nouvelle accolée à ce bâtiment. La hauteur de l'extension ne dépassera pas celle du bâtiment existant.

Dans le secteur du centre-village concernée par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAPn°1), la hauteur ne doit pas dépasser 14m.

La hauteur des annexes ne doit pas dépasser 4,00 m.

Dans le secteur Ue: à l'exception des constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, des constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie, la hauteur ne doit pas dépasser 12 mètres.

2.2 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

La distance comptée horizontalement entre tout point de la construction et la limite de l'emprise publique doit être supérieure ou égale à 3 mètres.

Cette disposition s'applique également pour les annexes et les piscines.

Cette disposition ne s'applique pas lorsquela construction envisagée porte sur l'extension d'un bâti existant qui ne respecterait pas la règle énoncée ci-dessus, à condition ne pas aggraver le préjudice par rapport au recul existant avant extension.

Les clôtures doivent être implantées avec un recul minimum de 0.80 m



Dans le secteur Ue : les constructions devront être implantées avec un recul de :

- 40 mètres par rapport à l'axe de l'autoroute.
- 10 mètres par rapport à l'axe des routes départementales et des voies communales.

Dans le cas d'aménagement d'une construction existante située dans la marge de recul d'une voie, le projet de construction ou d'extension de la construction ne pourra pas réduire le recul existant.

Les règles de recul ne s'appliquent pas pour la construction des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

2.3 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La distance comptée horizontalement entre tout point de la construction et la limite séparative doit être supérieure ou égale à 3 mètres.

Cette disposition ne s'applique pas :

- lorsque la construction envisagée porte sur l'extension d'un bâti existant qui ne respecterait pas la règle énoncée ci-dessus, à condition ne pas aggraver le préjudice par rapport au recul existant avant extension.
- lorsque deux constructions sont édifiées simultanément de part et d'autre de la limite.
- pour les annexes qui peuvent être implantées librement.

Pour les constructions existantes, le recul par rapport à l'emprise publique et la limite séparative peut être réduit en cas de mise en place d'une isolation par l'extérieur.

Les murs de soutènement et les enrochements doivent s'implanter avec un recul minimum de 0.80 m par rapport à la limite de l'emprise publique et avec un recul minimum de 3 mètres par rapport à la limite séparative dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 2 mètres. Les terrasses successives sont autorisées, elles seront réalisées par paliers intermédiaires plantés d'arbustes d'essence locale. Des dérogations pourront être autorisées en cas d'empêchement technique avéré.

Dans le secteur Ue : les constructions peuvent s'implanter sur les limites séparatives sauf lorsque le terrain situé de l'autre côté de la limite séparative n'est pas classé dans la zone Ue. Dans ce cas, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative doit être de 5 mètres minimum.

Les constructions et installations liées aux équipements d'intérêt collectifs et aux services publics ne sont pas soumises aux dispositions du présent chapitre.

2.4 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Dispositions générales :

Les constructions nouvelles et réhabilitations doivent respecter des volumes simples (parallélépipèdes), soigneusement implantés. Tout en faisant place à la création architecturale contemporaine, leur conception doit s'appuyer sur la culture architecturale, paysagère et urbaine du lieu, en favorisant des principes bioclimatiques.

Lorsque des constructions existantes, le long d'une voie ou au sein d'un ensemble bâti traditionnel, présente des caractéristiques communes qualitatives (logique d'implantation de la longueur des constructions par rapport à la pente, couleur des façades, forme et couleur de la toiture, clôture ...) elles sont à reprendre par la nouvelle construction et peuvent être imposées pour préserver l'harmonie de l'ensemble.



Les adjonctions et constructions annexes doivent former, avec le bâtiment principal, une unité d'aspect architectural. Les volumes sont simples, adaptés à la parcelle et respectent l'échelle des constructions environnantes.

Les constructions doivent s'adapter au relief du terrain. Tout bouleversement important du relief naturel est interdit. Leur composition et leur accès doivent être réfléchis de manière à minimiser les travaux de terrassement.

Les constructions à destination d'équipements d'intérêts collectifs ou de service public devront tenir compte de ces dispositions générales. Ils ne sont pas soumis aux autres prescriptions plus spécifiques.

Caractéristiques des toitures :

Les toitures à pans doivent respecter une pente minimum de 40% et s'harmoniser avec les toitures environnantes. Les débords de toitures doivent être supérieurs à 0,60 m. La pente de toit des annexes n'est pas réglementée.

Dans le cas du prolongement d'une toiture existante, un toit à un pan pourra être admis.

Les capteurs solaires doivent être intégrés dans le plan du toit.

Les toitures plates sont autorisées à condition d'être végétalisées et d'améliorer la performance énergétique de la construction.

Caractéristiques des clôtures :

Les clôtures doivent être en continuité et en harmonie avec le bâti qu'elles accompagnent ainsi qu'avec le paysage environnant.

La hauteur maximale des clôtures, incluant les portails, ne doit pas dépasser 1,20 mètre dont un muret de hauteur maximale de 40cm.

Secteur Ue:

Ce chapitre n'est pas réglementé.

2.5 - Traitement environnemental et paysagers des espaces non bâtis et abords des constructions

Afin de permettre l'infiltration des eaux pluviales dans la parcelle un coefficient d'espaces verts de 35% minimum sera exigé.

Dans le secteur Ue :

- Afin de permettre l'infiltration des eaux pluviales dans la parcelle un coefficient d'espaces vert de 20% minimum sera exigé.
- Le coefficient d'emprise au sol ne doit pas excéder 60%.

2.6 - Stationnement

Destination de la construction	Aires de stationnement à prévoir
Logement	2 places par logement minimum. Lorsqu'il y a impossibilité technique à aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des



	constructions projetées, le constructeur peut être tenu quitte de ses obligations en justifiant de places de stationnement situées dans un rayon de 100m de l'opération.
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Le nombre de stationnement sera défini en fonction de l'accessibilité, du public concerné et du fonctionnement particulier de l'équipement

Dans le secteur Ue, il sera exigé :

- 1 place de stationnement pour 15 m² de surface de vente
- 1 place de stationnement pour 20 m² de surface de plancher de bureaux
- 1 place de stationnement pour 5 m² de salle de restaurant
- 1 place de stationnement par chambre d'hôtel
- 1 place de stationnement pour 25 m² de surface de plancher, non compris le stationnement des poids lourds, pour les établissements industriels ou artisanaux et leurs entrepôts.
- 1 place de stationnement par 100 m² de surface de plancher, non compris le stationnement de poids lourds pour les constructions à usage exclusif d'entrepôts non liés à une activité industrielle ou artisanale

Titre 3 : équipements et réseaux

3.1 - Desserte par les voies publiques ou privées

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès direct à une voie publique ou privée.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Peuvent être interdits les accès sur la voie publique susceptibles de présenter un risque pour la sécurité des usagers (carrefours, virage avec manque de visibilité, déclivité trop importante de l'accès ...).

Le nombre des accès sur les voies publiques peut notamment être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit réalisé sur la voie où la gêne pour la circulation est moindre.

Les portails d'accès doivent être implantés de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur les voies. La mise en place d'un portail et de son dispositif d'ouverture doit être faite de manière à ne pas entraver la circulation sur la voie publique.

Les éléments visitables par les services publics (boîte aux lettres, compteurs, conteneur à ordures ménagères ...) doivent être directement accessibles depuis la voie publique.

En cas de division parcellaire ou lorsque l'opération intéresse plusieurs parcelles, les accès devront être, dans la mesure du possible, mutualisés.

Les constructions ou installations doivent être desservies par des voies publiques ou privée dont les caractéristiques techniques correspondent à leur destination et à leur importance, notamment en ce qui concerne la commodité et la sécurité de la circulation, des accès et des moyens d'approche permettant une lutte efficace contre l'incendie ainsi que le ramassage des ordures ménagères ou le déneigement.



3.2 - Desserte par les réseaux**Dispositions concernant l'eau potable**

Toute construction ou utilisation du sol qui requiert une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Dispositions concernant l'assainissement des eaux usées

Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire.

Le déversement des effluents, autres que les eaux usées domestiques, en provenance d'activités, est soumis à autorisation préalable du gestionnaire. Cette autorisation fixe, suivant la nature du réseau, les caractéristiques qu'ils doivent présenter pour être reçus.

Le déversement des eaux de piscine est interdit dans le réseau collectif d'eaux usées. Leur rejet est également interdit sur les voiries, caniveaux et sur le domaine public. Elles devront être infiltrées sur la parcelle après traitement ou rejetées dans le réseau séparatif d'eaux pluviales après traitement.

Dispositions concernant les eaux pluviales

Toutes les dispositions doivent être envisagées pour limiter l'imperméabilisation des sols.

Dans tous les cas, l'infiltration, si elle est envisageable, sera la priorité donnée pour les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière (eaux de toitures, surfaces imperméabilisées, voiries privées ...).

Un dispositif de récupération des eaux pluviales et un dispositif de réutilisation à l'intérieur des constructions à des fins domestiques sont autorisés, à condition de respecter l'ensemble de la réglementation relative à ce type d'équipement. Ces équipements viennent nécessairement en complément de tout dispositif dédié à l'écroulement des eaux pluviales.

Si les eaux pluviales ne peuvent pas être infiltrées, elles devront être collectées dans un dispositif de rétention étanche muni d'une régulation du débit de rejet, à mettre en place à l'exutoire de l'installation, avant raccordement au réseau public d'évacuation.

En cas d'absence d'ouvrage identifié de rejet, il devra être mis en place sur le tènement un dispositif de type fossé de diffusion vers le milieu naturel pour éviter la concentration des rejets. Ce fossé, suivant sa conception, pourra servir de rétention compensatoire.

Toutes les dispositions devront être prises pour accompagner l'écoulement des eaux pluviales vers le dispositif d'infiltration ou d'écroulement afin d'éviter tout ruissellement direct sur la chaussée.

Ces aménagements sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Dispositions concernant l'électricité, le téléphone et les réseaux câblés :

Toute construction qui le nécessite doit être raccordée au réseau électrique.

A l'intérieur des opérations d'ensemble, les réseaux devront être enterrés jusqu'au point de raccordement avec le réseau public existant.

Pour les ensembles immobiliers collectifs des antennes collectives sont obligatoires.

